

1946-1948 1-14

masses

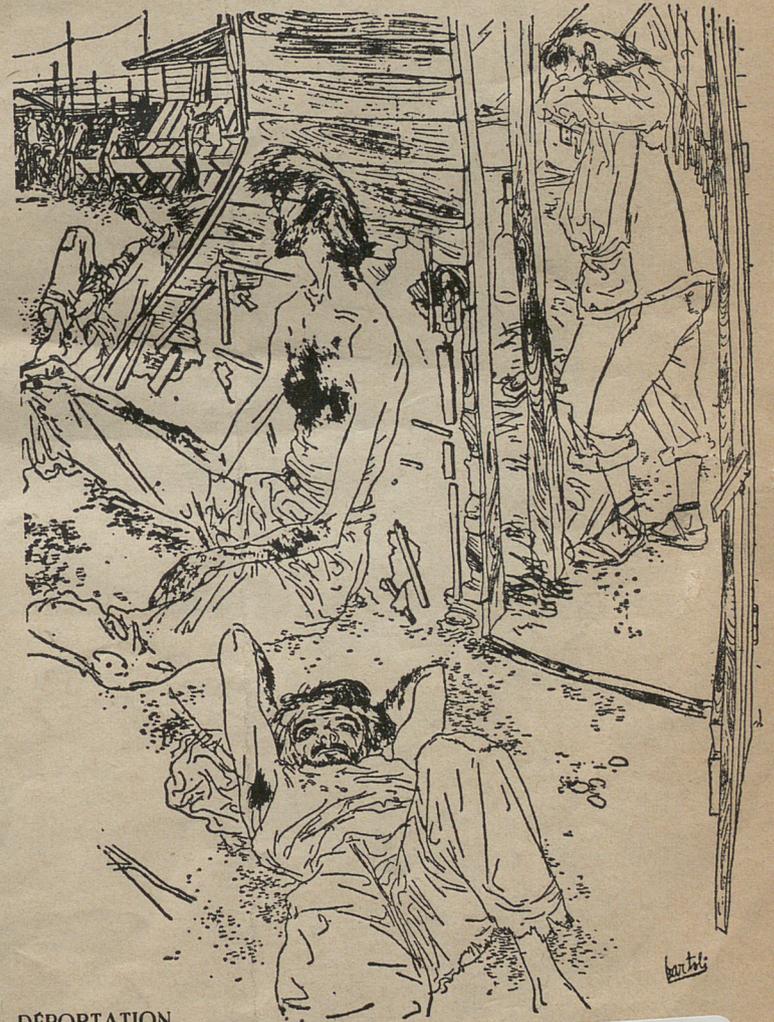
Mensuel
14^e
ANNÉE
15 fr.

SOCIALISME ET LIBERTÉ

N° 1 - 25 Janvier 1946

SOMMAIRE

Roland : L'homme veut manger. — **Delny** : Socialisme et Liberté. — **Liénert** : Sclérose parlementaire et démocratie nouvelle. — **Jean Rous** : A la recherche de la Constitution. — **Néval** : Energie atomique et souverainetés nationales. — **J. Andrade** : La question espagnole. — **Ariat** : Dignité humaine et liberté. — **Neval** : Les comités d'entreprise. — **Deveaux** : La C. G. T. en tutelle. — **S. Rubak** : La grève des fonctionnaires. — **Cl. Roldes** : Le Congrès des instituteurs. — **L. Boutbien** : Responsabilités allemandes. — **Guy Desson** : Un poème révolutionnaire de Verlaine. — **Maurice Nadeau** : La bonne direction. — **Jacquot** : René Char. — **Y. Lévy** : Les chemins de la liberté. — **P. Rabin** : Le chirurgien et son métier. — **P. Morrelle** : Et Cie. — **Herald** : Le pardon de Madame Rathenau. — **S. André** : Les bouches inutiles.



DÉPORTATION
Dessin de Bartoll



REPORTAGE :
Un PLOUTOCRATE chez STALINE

masses

Mensuel
14^e
ANNÉE
15^{fr}

SOCIALISME ET LIBERTÉ

N°1 - 25 Janvier 1946

SOMMAIRE

Roland : L'homme veut manger. — **Delny** : Socialisme et Liberté. — **Liébert** : Sclérose parlementaire et démocratie nouvelle. — **Jean Rous** : A la recherche de la Constitution. — **Néval** : Energie atomique et souverainetés nationales. — **J. Andrade** : La question espagnole. — **Ariat** : Dignité humaine et liberté. — **Neval** : Les comités d'entreprise. — **Deveaux** : La C. G. T. en tutelle. — **S. Rubak** : La grève des fonctionnaires. — **Cl. Roldes** : Le Congrès des instituteurs. — **L. Boutbien** : Responsabilités allemandes. — **Guy Desson** : Un poème révolutionnaire de Verlaine. — **Maurice Nadeau** : La bonne direction. — **Jacquot** : René Char. — **Y. Lévy** : Les chemins de la liberté. — **P. Rabutin** : Le chirurgien et son métier. — **P. Morrelle** : Et Cie. — **Herald** : Le pardon de Madame Rathenau. — **S. André** : Les bouches inutiles.



DÉPORTATION
Dessin de Bartoï

REPORTAGE :

Un PLOUTOCRATE chez STALINE

L'Homme veut manger tous les jours !

par Marcel ROLAND

LES problèmes posés par le ravitaillement ont fait l'objet de multiples débats ces temps derniers. Le conflit de la boucherie parisienne, le rétablissement de la carte de pain avec diminution des rations et l'approvisionnement en vin, ont créé une agitation compréhensible dans un pays rationné depuis des années, et surtout grugé par le marché noir et le mercantilisme. Tanguy-Prigent, ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement, avait réclamé une répression impitoyable du marché noir. Le Conseil des Ministres n'a pas voulu le suivre, quant à l'application de la peine de mort aux affameurs, et c'est regrettable si l'on songe au mal que peuvent faire aux enfants sous-alimentés, aux vieillards appauvris et aux travailleurs modestes, les margoulines qui font présentement la loi, en édifiant de scandaleuses fortunes sur la misère publique ! Mais le régime capitaliste s'accommode parfaitement de ces anomalies et de ces injustices, et ce n'est pas, évidemment, au M.R.P. qu'il faut demander une telle sévérité...

LE PAIN

Alors que les récoltes de blé d'avant-guerre atteignaient en moyenne 80 millions de quintaux, celle de 1945, qui fut particulièrement mauvaise, par suite du manque d'engrais et de main-d'œuvre et de la sécheresse, ne donna que 43 millions de quintaux. Semences et freintes retranchées, il restait ainsi 28 millions de quintaux pour la panification. Nos besoins en rations s'élevaient à 48 millions de quintaux, d'où obligation de faire appel aux importations étrangères pour 20 millions de quintaux. Ce fut l'objet des négociations de M. Pineau, alors ministre du Ravitaillement, en Argentine et aux États-Unis. Sur la foi de ses renseignements et des statistiques établies en France, la suppression des tickets de pain fut décidée pour le 1^{er} novembre 1945.

Des difficultés matérielles empêchèrent les Alliés d'exécuter complètement les importations prévues. D'autre part, l'augmentation de la consommation du pain dans les banlieues et surtout dans certaines campagnes où le blé et la farine entrèrent dans l'alimentation du bétail, contraignit les Pouvoirs Publics au rétablissement de la carte et au rationnement rigoureux que l'on connaît.

Les producteurs français ont été invités à livrer tout leur grain et des mesures ont été prises pour augmenter les rations des travailleurs, en réduisant celles de l'Armée. On parviendra ainsi à éviter le pire, mais la situation demeurera critique, jusqu'à la prochaine récolte, qui semble, heureusement, devoir être meilleure.

LA VIANDE

On sait qu'au début d'octobre dernier, le Ministère du Ravitaillement avait décidé la suppression de la taxation aux stades de la production et du marché de gros du bétail, la maintenant seulement à la vente au détail. Ce système présentait un double avantage : d'une part, restreignait au minimum l'intervention de l'État, et permettait un retour très net à la liberté revendiquée par le commerce et la culture ; d'autre part, l'administration avait ainsi le moyen de faire jouer le mécanisme des prix, de façon à réduire la marge intermédiaire, trop

souvent maintenue à un niveau abusif par le système des taux de marque.

Malheureusement, dès que le Conseil des ministres, s'efforçant de bloquer les prix pour éviter une hausse inconsidérée des salaires, tenta de ramener de 130 à 100 francs le tarif des prix de la viande au détail, les bouchers parisiens qui achetaient aux grossistes à un taux excessif, pour satisfaire leur clientèle, protestèrent et réclamèrent le maintien de la marge bénéficiaire de 14 francs par kilo. Un conflit aigu éclata alors entre le ministre de l'Agriculture et le Syndicat patronal de la Boucherie parisienne. La population fut privée de viande fraîche.

Des mesures énergiques allant jusqu'à l'internement administratif du président et des vice-présidents du Syndicat des Bouchers de Paris ont été prises. La taxation aux échelons intermédiaires a été également décidée. Cette mesure limitera les bénéfices des « chevillards » et des grossistes, mais ne suffira sans doute pas à calmer tous les appétits...

Le développement des coopératives et des boucheries municipales serait certainement plus efficace et mettrait la population à l'abri de crises semblables, qui s'apparentent fort à des scandales.

LE VIN

Selon les chiffres officiellement communiqués, 8 millions d'hectolitres de vin, au minimum, devront être importés d'Algérie pour assurer la soudure sur la base des 4 litres mensuels. Une complète réorganisation des transports est en cours en Algérie et dans la métropole, pour assurer le transit du vin en excédent en Afrique du Nord. Des camions-foudres, des bateaux-citernes et des wagons-réservoirs seront affectés de toute urgence à ce trafic. Mais le retard apporté au règlement de cette question nous laisse craindre une solution imparfaite...

Dans ce domaine, comme en beaucoup d'autres, l'intérêt privé domine et paralyse les meilleures intentions. Il eût fallu aller jusqu'à la réquisition de tout le matériel roulant, l'employer au maximum sans se préoccuper des propriétaires de wagons-réservoirs ou des producteurs de vins d'appellation, reprendre à l'armée un immense matériel non ou mal employé. Mais c'était sans doute trop demander à une époque où la facilité est devenue une habitude officielle et une précieuse auxiliaire de la Combine et du Profit...

MASSES

Socialisme et Liberté

Revue mensuelle N° 1

Directeur : René LEFEUVRE

15, Rue de la Huchette — PARIS (5^e)

ABONNEMENTS : 6 N° 80 fr. — 12 N° 144 frs

24 N° 280 frs

SOCIALISME ET LIBERTÉ

par Robert DELNY

Après six ans d'interruption « Masses » reparait. Durant ce laps de temps, le Monde a été bouleversé par une guerre gigantesque qui a modifié profondément les rapports sociaux et le standing de vie des populations. Militairement le Fascisme Hitlérien, forme paroxystique de la regression sociale et de l'appétit de conquêtes, a été abattu. Mais si les fastes des Dictatures ont sombré dans la déroute des armées nazies, le virus qui animait les régimes totalitaires a corrompu, un peu partout sur le continent, les mœurs et les Institutions. Nous sommes envahis par les relents d'une oppression qui ose d'autant moins dire son nom, qu'elle affecte volontiers les allures d'une idéologie de gauche et qu'elle s'affuble des oripeaux d'une phraséologie révolutionnaire.

L'Étatisme n'est pas le Socialisme ; il n'en est que la grossière caricature. Depuis la Libération des pays occupés d'Europe, fleurissent de nombreux systèmes qui tendent plus ou moins à confondre sous une même étiquette, la cause de l'émancipation humaine avec l'adoration abjecte de l'État. On ne s'élèvera jamais assez contre une telle confusion qui révèle chez ses auteurs, l'influence profonde et persistante des doctrines totalitaires. Certes, on nous objectera le mouvement irrésistible de la société moderne qui porte d'un élan continu l'État à s'emparer de secteurs toujours plus vastes de l'activité économique. Et, quand bien même cela serait, le devoir des véritables socialistes est de distinguer entre les formes progressistes de la gestion collective et l'oppression bureaucratique des Super-Trusts étatisés. L'État, dans les pays démocratiques comme dans les régimes basés sur la force, n'a que trop largement profité de la guerre pour étendre démesurément le champ de ses attributions. Réglementations, contrôles, recensements, tous les moyens ont été mis en œuvre pour enserrer l'individu, dès son adolescence, dans un réseau inextricable d'interdictions et de contraintes. Le culte de la Police, élevée à la dignité d'une institution omnipotente, incontrôlable et incontrôlée, Saint des Saints de tous les régimes européens, témoigne suffisamment de la nécessité d'une lutte systématique contre les empiètements de la Puissance Publique. Plutôt que les prémices d'une civilisation socialiste, ces continuelles entorses faites à la Liberté, sont autant de signes distinctifs du délabrement du système capitaliste.

L'Étatisme, comme le Fascisme, plongent leurs racines dans le terreau pourri d'une économie décomposée par ses propres contradictions. L'un et l'autre (et ils vont rarement l'un sans l'autre) sont des phénomènes de décrépitude qui témoignent de la profonde décadence d'un monde moribond. Observez les choses d'un peu près, et vous constaterez en ce qui touche au premier comme en ce qui concerne le second, qu'ils sont tous deux également opposés à l'épanouissement des activités et de la condition humaine. Là, est le critère véritable, la pierre d'achoppement où les camouflages les plus habiles, les fards les plus savants se révèlent inefficaces.

Si l'Étatisme nous paraît se situer aux antipodes du socialisme, nous préconisons néanmoins les nécessaires réformes de structure. Il s'agit simplement de s'entendre sur le sens concret que l'on donne à cette formule consacrée. La nationalisation, nous pourrions dire plus justement la socialisation des usines Berliet offre l'exemple typique d'une réforme sagement réalisée. Ni bureaucratie impotente et paperassière, ni substitution à un patronat féodal d'une administration pharaonique, mais l'apprentissage fait en commun par les techniciens et les ouvriers de la gestion collective. Cela, si ce n'est pas du socialisme, c'est du moins le chemin qui mène au socialisme. Nous accorderons dans notre revue la plus large publicité à des expériences semblables qui nous semblent constituer le premier noyau de la vaste refonte sociale qu'imposent les circonstances.

Il n'y a pas plus de socialisme national, qu'il n'y a de socialisme étatique. Par définition, le socialisme est international ou il n'est pas. A notre époque, cette vérité est plus incontestable qu'à toute autre. Les souverainetés nationales constituent autant d'entraves au libre développement des forces productives. Elles représentent au point de vue économique une forme périmée de l'organisation humaine et elles s'avèreront de plus en plus pernicieuses dans le domaine des relations politiques. Il suffit de songer un instant au formidable développement technique que laisse présager l'utilisation de l'énergie atomique pour mesurer la gravité des convulsions qui agiteront le monde moderne si les particularismes nationaux ne s'effacent pas rapidement devant une organisation rationnelle de la

société. Le socialisme en enfermant ses revendications dans le cadre étroit du nationalisme nous mènerait tout droit à la barbarie. Il ressusciterait lui-même à son insu l'hydre fasciste qu'il a la prétention d'anéantir, car en dehors d'une refonte de l'Économie mondiale, il n'y a de place que pour le mouvement des impérialismes exaspérés.

Étatisme et Nationalisme sont donc les deux aspects d'un seul et même ennemi.

En s'engageant dans cette voie qui est à proprement parler celle du Fascisme on ne fera que socialiser la misère et tuer la Liberté. Il est bon que chacun ouvre les yeux sur cette vérité première. Nous préconisons un élargissement de la condition humaine qui suppose a priori le respect des maigres franchises dont nous jouissons et qui ne peut s'effectuer que dans un climat démocratique sain.

Aussi la lutte contre les relents du nazisme doit-elle être menée avec énergie jusque dans les rangs des partis ouvriers. Fidèles à la tradition libertaire du socialisme, nous estimons qu'il n'est de réformes efficaces que dans la mesure où elles ont une valeur émancipatrice non seulement pour le groupe, mais également pour l'individu. C'est de cette idée directrice que nous partirons pour œuvrer à la Révolution Sociale.

A nos vieux Amis...

Pour pouvoir reparaître, « Masses » a fait appel à ses amis, à ceux qui ont suivi et soutenu sa lutte pour le socialisme et la liberté depuis 1933. Les amis que nous avons pu toucher ont généreusement contribué à assumer la charge, aujourd'hui écrasante, des frais qu'entraîne la moindre publication. Il en est, de nombreux, que nous n'atteindrons que par la voie de la revue. Qu'ils nous excusent de ne pas leur avoir écrit directement.

Imposer une revue où l'indépendance d'esprit et de jugement s'allie à la fidélité aux idées fondamentales du socialisme et à la volonté inébranlable d'œuvrer à la libération prolétarienne, n'est pas chose facile dans le monde troublé et avachi où nous vivons. Et pourtant seules les préoccupations budgétaires ont pu retarder notre nouveau départ.

Les débuts seront durs, nous le savons. Mais nous croyons pouvoir compter sur la sympathie agissante de tous ceux qui, comme nous, sont persuadés de la nécessité, pour le mouvement ouvrier, d'un organe socialiste révolutionnaire. C'est pourquoi nous demandons à chacun de faire l'effort maximum pour diffuser « Masses », lui recruter des abonnés.

Que nos amis nous fassent part de leurs critiques et suggestions, nous envoient leur souscription, qu'ils s'abonnent et nous demandent des carnets d'abonnements (10 ou 20).

Adresser demandes et fonds à J. Lefevre, 15, rue de la Huchette, Paris (5^e). Compte Chèques Postaux Paris 633-75.

Atrophie parlementaire et démocratie nouvelle

par Ed. LIENERT

Après quatre années de dictature imposée par l'occupant, la France a retrouvé, pour l'essentiel, l'exercice des formes de la démocratie : liberté de presse, d'opinion, d'organisation, élections libres, assemblée représentative élue au suffrage universel, gouvernement responsable devant les élus du peuple.

Et cependant cette démocratie, qui aurait dû prendre par son éclat, du prix aux yeux des Français ne semble-t-elle pas mal assurée ? Le système parlementaire, en particulier, a-t-il repris un fonctionnement normal ?

Les règles traditionnelles du parlementarisme français exigeaient, d'après les résultats des élections à la Constituante, que le parti le plus nombreux à l'Assemblée — c'est-à-dire le parti communiste — assume la tâche de former le gouvernement. Elles conduisaient, en outre, compte tenu des forces en présence, à la formation d'un gouvernement socialo-communiste, dirigé par ces derniers. On sait qu'il n'en a rien été, puisque c'est un gouvernement tripartite, présidé par une personnalité se situant « au-dessus des partis », qui a été constitué. Première atteinte au libre jeu du système.

Mais il y a plus grave. La vie parlementaire de la nouvelle assemblée se révèle décevante. Les séances publiques du parlement, presque toujours dépourvues d'intérêt, ont un caractère formel, les positions étant prises dans les commissions, où s'effectue le travail effectif. La discipline rigoureuse des groupes interdit toute initiative individuelle. Chaque député défend strictement dans des commissions, comme à l'assemblée, le point de vue de son parti et vote, en chaque occasion, selon ses directives. Il n'applaudit guère que ses chefs de file et n'intervient que sur ordre. Finalement il n'agit plus en tant que représentant du peuple, mais comme délégué d'un parti.

Ainsi tend à s'instaurer peu à peu une dictature des partis, dont les comités directeurs, pratiquement irresponsables, aspirent à devenir les bénéficiaires. Amorce d'un nouveau pouvoir que doit favoriser l'instauration, par la nouvelle constitution, d'une chambre omnipotente.

Les caractères de la vie politique française actuelle ont, sans doute, des raisons historiques sur lesquelles bien des controverses pourraient s'ouvrir ; mais ils ont une cause immédiate que personne ne songe à contester : le manque d'unité de l'opinion publique.

Si, en effet, la France a, durant quatre années, surmonté ses divisions d'avant-guerre, sa cohésion n'a guère survécu au but poursuivi : la libération du territoire. L'esprit de la Résistance, qui devait, dans l'idée de ses meilleurs défenseurs, maintenir l'unité des combattants pour une nouvelle grande lutte révolutionnaire, s'est

peu à peu dissocié à l'épreuve de difficultés pour les quelles il n'était pas préparé. Sans doute, aussi, était-il incapable de vivre hors des circonstances héroïques où il s'était formé. Le danger passé et devant l'œuvre constructive, les divergences politiques, les rivalités d'intérêts, les oppositions de méthodes, les conflits passionnels ont réapparu. A l'unité de la Résistance ont succédé les compétitions de partis.

Ceux-ci, tous gravement atteints par la tourmente, ont inégalement réussi à se reconstituer, et la déchéance des groupements de l'ancien Centre et de l'ancienne Droite constitue, certes, un des rares phénomènes consolants de l'après-guerre. Sur leurs ruines s'est érigé un parti jeune, qui apparaît dynamique et novateur, et témoigne de l'évolution des esprits dans d'importants milieux bourgeois et cléricaux. Que certains éléments réactionnaires aient misé sur le M. R. P. par crainte d'un éventuel danger révolutionnaire, n'affaiblit pas la valeur de cette constatation et ne saurait faire oublier qu'il existe en France une large fraction de l'opinion publique résolue à œuvrer pour le progrès en dehors des partis ouvriers.

Le parti communiste sort, à certains points de vue, grandi de l'épreuve, mais n'apparaît renoué en rien : il a conservé ses méthodes et ses cadres d'avant-guerre. Le parti socialiste, après avoir couragement épuré ses propres rangs, a opéré un rétablissement étonnant, qui constitue un des meilleurs gages d'avenir.

Unité ?

Mais le fait peut-être le plus significatif de cette période réside dans la preuve fournie par les deux partis se réclamant de la classe ouvrière de leur incapacité à s'unir. Comment s'en étonner, alors qu'ils diffèrent essentiellement de nature. S'ils ont tous deux de profondes racines dans le peuple, l'un rassemble, avec des ouvriers, un monde de petites gens trop souvent réformistes par goût et par intérêt, tandis que l'autre groupe encore les masses les plus exploitées, révoltées par nécessité et par tempérament. Le premier porte tant bien que mal la tradition du socialisme français dans ce qu'il a de bon et d'insuffisant, de valable et d'illusoire ; alors que l'autre subit la tutelle d'une idéologie et d'intérêts étrangers. Celui-là est démocratique dans ses mœurs, celui-ci de structure quasi-totalitaire.

Peut-on espérer, dans ces conditions, que l'unité aboutirait à une fusion, à un amalgame salutaire plutôt qu'à la réunion de deux fractions dont l'opposition se perpétuerait à l'intérieur du parti unique ? Les éléments les plus dynamiques et les moins scrupuleux en tireraient peut-être profit, mais n'est-il pas à craindre que l'avenir

du socialisme et de la démocratie en France ne s'en trouvent compromis ?

Telles sont les conditions, brièvement résumées, qui président à la formation de la IV^e République. Elles expliquent l'aspect politique actuel, caractérisé par le refus des grands partis à prendre la direction du pouvoir et le recours à une personnalité qui, par le prestige personnel et les services rendus est indiscutable, et sert provisoirement d'étendard au difficile ralliement des Français.

Le règne de Charles de Gaulle laisse-t-il prévoir un danger de dictature personnelle ? Le régime actuel des partis est-il un symptôme annonçant une évolution vers des mœurs totalitaires ? L'avenir en décidera. Mais quoiqu'il en soit, on ne peut nier qu'il y ait dans les faits signalés les manifestations d'une décrépitude du système parlementaire.

La meilleure façon de parer aux dangers redoutés n'est-elle pas de rechercher une nouvelle forme de démocratie, mieux adaptée au stade moderne de la vie économique et sociale ? Car il est vrai qu'on ne saurait identifier démocratie et parlementarisme.

La question vaut d'être posée au moment où siège une assemblée dont le rôle essentiel est de donner une nouvelle constitution au pays. Mais le peu d'intérêt que suscite l'élaboration de celle-ci ne laisse-t-il pas d'être inquiétant ? Ni dans les partis, ni dans la presse, ne se sont manifestées des vues hardiment novatrices sur ce sujet : on discute bi ou monocamérisme.

On s'apesantit à la rigueur sur les rapports du gouvernement et du parlement, on ratiocine sur le rôle d'un éventuel Président de la République, sans s'apercevoir qu'il y a quelque chose de pourri dans le royaume des « élus du peuple ».

Si, pourtant, l'expression de la volonté populaire ne s'exprime plus librement et effectivement dans le système de représentation actuel — et la bonne volonté des députés n'est pas ici en cause — ne faut-il pas en tirer les conclusions nécessaires, c'est-à-dire en rechercher un nouveau ?

Le but à atteindre étant, selon la formule reprise en son temps par le général de Gaulle lui-même, « de passer de la démocratie politique à la démocratie économique », n'est-ce pas par l'intermédiaire des organisations professionnelles — syndicats, coopératives, groupements de producteurs, comités d'entreprises, etc. — que pourrait être créée une nouvelle forme gouvernementale de représentation populaire, plus conforme aux aspirations des masses laborieuses ? Etant entendu que toutes les catégories de Français devraient se trouver équitablement représentées, quel que soit leur rang dans la hiérarchie de la production.

Nous n'avons voulu ici que poser le problème. S'il n'y a guère de chance de trouver une solution valable dans la prochaine constitution, il n'en devrait pas moins rester au centre des préoccupations des socialistes et des vrais démocrates.

Par dictature du Prolétariat, nous entendons la vie publique élargie au maximum, la participation la plus active et la plus illimitée des masses à toute l'administration de la Société.

Rosa LUXEMBOURG.

L'équivoque est, s'on peut dire, a caractéristique la plus nette de notre situation générale. On ne sait pas dans quelle étape de la société nous nous trouvons, quel régime nous voulons et d'une manière plus générale quelles sont les perspectives nationales et internationales. C'est l'aspect négatif du bilan de la résistance que cette confusion mentale et politique permanente à laquelle participent même ceux qui se réclament théoriquement du marxisme. Le vrai remède ne peut se trouver que dans le retour à la méthode d'analyse qui consiste à constater et à dire ce qui est. La nationalisation du crédit fut votée selon une procédure d'extrême urgence. Mais cet état d'urgence a également imprégné les analyses qui ont été faites de cette réforme. Du côté communiste, on n'était pas très chaud il y a quelques mois, pour les nationalisations. On se souvient de ce fameux discours de Thorez où la réforme était pour le moins sous-estimée. Il a fallu toute l'insistance des socialistes et peut-être la crainte de se voir dépassé à gauche pour que les nationalisations fassent l'objet d'un manifeste commun qui contient d'ailleurs des principes excellents d'après lesquels l'étatisation se trouve repoussée au profit de la libre gestion.

Un plan de transition

Mais ce flottement s'explique chez les communistes par le fait qu'ils apprécient la situation présente, comme une situation de compromis entre l'U. R. S. S. et le capitalisme américain et que par suite la révolution leur paraît exclue provisoirement en Europe. C'est pourquoi ils se bornent à caractériser les nationalisations comme des réformes démocratiques et sont si enclins aux concessions. Cependant à relire Lénine et même Staline, on ne voit pas pourquoi les réformes de structure ne seraient pas théoriquement définies comme une étape progressive dans la voie de la révolution socialiste, étape dans laquelle le rôle et le poids de la classe ouvrière seraient l'élément déterminant. On pourrait certes éventuellement manifester des divergences de simple méthode avec une telle conception, préférer une gestion associativiste libre en place d'une gestion étatiste, mais dans son essence, cette conception des étapes associées à l'action dynamique de la classe ouvrière est une des plus solides acquisitions du « léninisme ».

Du côté socialiste on manifeste en faveur des nationalisations appelées socialisations une plus grande fermeté et même une sorte de ferveur éminemment sympathique. Mais à tout instant on est menacé de commettre de faux pas tactiques, soit dans le sens de l'ultra-gauchisme, soit dans le sens de l'opportunisme. Ces deux erreurs complémentaires trouvent leur source dans l'absence d'une analyse sérieuse de la situation. Certains s'imaginent que nous sommes entrés de plein pied dans le socialisme, d'autres comprennent sans trop se gêner ni même s'en rendre compte les théories et pratiques classiques du vieux réformisme social-démocrate, d'après lesquelles on peut améliorer progressivement le vieux système capitaliste. En réalité on doit convenir que nous sommes dans une étape de transition qui impose un système et un plan de transition. Et par là même se trouvent exclues aussi bien la thèse du *statu quo* capitaliste classique avec améliorations réformistes, que les illusions sur la possibilité de réaliser le socialisme immédiatement.

L'apprentissage de la gestion

Au surplus on remarquera qu'aussi bien l'ultra-gauchisme que l'opportunisme tendent à sous-estimer ce fait, que la lutte pour les réformes de structure ne renferme de progrès réel, que dans la mesure où elle comporte une participation des masses laborieuses à la gestion. C'est sur ce point que la préoccupation socialiste traditionnelle héritée du vieux socialisme français et renou-

A la recherche de la Constitution et d'une action SOCIALISTE

par Jean ROUS

velée par l'apport de Rosa Luxembourg se révèle tout à fait positive, le meilleur apprentissage du socialisme réside dans l'organisation de la gestion populaire, de l'économie et de la culture. Le précédent de la bourgeoisie n'est pas sans valeur, et nous montre que cette classe devancière, avant de faire sa propre insurrection avait fait l'apprentissage de sa révolution en organisant des « républiques » et des « communes » au sein du régime adverse. En ce sens la préparation de la révolution bourgeoise ne fut pas le simple fait des philosophes et des propagandistes, elle fut surtout le résultat d'un apprentissage qui a duré des siècles dans les communes. C'est pourquoi nous pensons qu'à l'heure actuelle il faut pour le moins rendre les militants ouvriers conscients de l'insuffisance de la propagande politique, générale et abstraite. Il faut leur démontrer que la réalisation des réformes de structure ne saurait être pour des révolutionnaires une simple réforme bureaucratique et parlementaire, mais doit être en même temps accompagnée de l'institution d'un puissant réseau de comités de gestion où pénètrent les masses laborieuses. Cette préparation sera autant celle de la liberté réelle que de la justice. La seule chose que l'on puisse regretter à cet égard c'est que dans les milieux socialistes et syndicalistes, ou par tradition on sent si bien ces nécessités, on manifeste en pratique si peu d'efficacité. Doter tous ces milieux d'une orientation et d'un système de travail plus efficace, qui sait apprendre des aspects positifs de l'héritage holchevik (cellules d'entreprises, etc.) sans reprendre à son compte bien entendu, certains aspects totalitaires, tel est, semble-t-il, le devoir révolutionnaire du moment.

Constitution et gestion populaire

C'est au fond des observations de même nature que pourraient susciter les débats constitutionnels. Il s'agit de savoir quel régime on veut instaurer, pour qui on travaille (le peuple travailleur ou la haute bourgeoisie toujours en place). Dans ce domaine, les propositions abstraites de caractère juridique ou moral peuvent avec les meilleures intentions du monde avoir les effets les plus funestes, si on ne les relie pas sans cesse au contenu et aux préoccupations des groupements sociaux en présence. Ce n'était pas une des moindres tares de la défunte sociale démocratie que certain crétinisme juridique et parlementaire qui poussait à faire de l'organisation en soi, de la justice en soi, ce qui avait comme résultat le plus pratique d'apporter à la classe dominante autant de bandelettes pour ligoter la classe opprimée. Ce serait le cas par exemple si on adoptait la proposition du M. R. P. d'un statut des partis, considéré comme une sorte de corset passé autour de la taille de la nation. Telle ou telle mesure de contrôle dirigée selon le précédent de la presse contre les subventions de l'étranger ou du capitalisme peuvent être souhaitables une fois nettement délimitées sur un plan concret. Mais le danger serait de faire là comme ailleurs du constitutionnalisme en soi. Il semble que la préoccupation du jour devrait être totalement inverse. Puisqu'il est établi qu'il faudra pour arriver vraiment au socialisme, expropriation de la haute-bourgeoise, détruire le vieux Etat, lui substituer un nouvel état, puisque cette œuvre révolutionnaire ne peut être accomplie pacifiquement et selon la méthode évolutive sous l'œil bienveillant de généraux paterna-

de la Constitution SOCIALISTE

ROUS

listes, alors il faut revenir, y compris dans l'accomplissement du travail réformiste, aux méthodes éprouvées du marxisme révolutionnaire. Des réformes, dans un système de transition, des améliorations? certes oui. Mais en donnant sans cesse comme support à ces réformes le monde du travail. Il faut qu'elles soient pour lui un instrument d'émancipation et d'éducation. Là aussi comme dans le domaine des nationalisations, le critère du vrai socialisme est d'assurer la participation populaire à la gestion. C'est pourquoi le problème de la deuxième chambre, bien considéré, est capital. Sans doute, il ne peut s'agir que d'une chambre consultative, cédant le pas à la souveraineté politique.

Redressement politique

Mais l'orientation de nos constituants devrait consister à institutionnaliser l'apprentissage et le commencement de la gestion dans tous les domaines. C'est le vœu de la C. G. T. Il ne doit pas rester platonique. Les défaillances soulignées par les organisations de fonctionnaires découlent au fond de la même source. On s'est laissé enfermer dans le cercle mythique de l'équilibre budgétaire en soi. Dans un budget qui a 200 milliards de déficit et où figurent 20 % de trop de dépenses militaires sans objet réel et actuel, on a chicané en définitive pour 10 milliards

Rien n'empêchait, sinon cette hantise de l'équilibre en soi, dont on était devenu le prisonnier, de trouver une formule juridique et financière, qui s'adapte aux besoins réels au lieu de les contrarier.

Cet ensemble de défaillances donne tout son sens à la crise qui se prépare sous l'apparente unanimité. La fermeté socialiste dans la question de la réduction des crédits militaires, a abouti à un demi-succès. Mais ce qui est plus important, c'est qu'elle soit le signal d'un redressement, dont dépend le sort du peuple français. Il est en effet urgent de résoudre cette triple crise : crise constitutionnelle (choix entre le pouvoir personnel et la souveraineté populaire), crise économique et sociale (choix entre les réformes de structure et le retour au capitalisme par une politique à la petite semaine), crise du regroupement (choix entre l'unité d'action ouvrière dans la liberté et la loyauté et les compromis équivoques avec des formations réactionnaires camouflées).

Le M.R.P. parti amphibie

C'est également un travers de même nature que l'on constate dans l'appréciation de ce parti amphibie qu'est le M. R. P. Il n'y a pas au départ d'appréciations divergentes sur le fait que ce parti d'un côté a servi de paravent à la vieille réaction, plus ou moins dédouanée; d'un autre côté il comporte certains éléments de bonne volonté qui s'orientent vers le socialisme. Mais on commet l'erreur de croire qu'on va gagner ces derniers éléments par une adaptation molle à l'ensemble du M. R. P. et par un conciliabulaire permanent.

La leçon éprouvée dans ce domaine inviterait à combiner la souplesse et la fermeté : ne jamais manquer une seule occasion d'entraîner amicalement dans l'action les éléments progressifs mais dans le même temps ne pas

cesser la critique permanente des équivoques réactionnaires. On ne saurait faire l'un sans l'autre et vice-versa.

Au terme de ce bref tour d'horizon nous retrouvons toujours la nécessité de s'orienter par rapport aux perspectives internationales, avec les accords de Bretton Woods et la dévaluation qui n'en a été que le corollaire. Ces accords consacrent la suprématie du capitalisme financier américain et sa volonté d'organiser la planète sous l'égide d'un espèce de grand trust financier mondial. Sera-ce ce super-impérialisme « pacifique », (?) dont la perspective suscita déjà un échange de vues célèbre entre Lénine et Kautsky? L'U. R. S. S. elle-même est obligée par souci de compromis qui s'explique d'ailleurs pas les immenses besoins de sa reconstruction, de trouver une place sur ce damier. Les craquements auxquels nous assistons, manifestent beaucoup plus les difficultés rencontrées par cette tentative d'adaptation du capitalisme à cette nouvelle étape, qu'ils ne sont les symptômes d'un nouvel incendie mondial qui s'allumerait, comme le croient certaines têtes promptes à l'échauffement. Le compromis d'intérêts est assez solide qui permet d'une part à l'U. R. S. S. de se reconstruire, d'autre part au capital américain, de s'emparer des marchés d'Asie, d'Afrique, d'Europe occidentale au détriment de l'Angleterre et de la France. La période d'aménagement peut être de quelque durée.

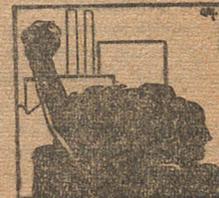
Bénéficier d'assez de ressources pour se refaire et conquérir assez de libertés pour réformer hardiment leur économie et leur constitution, tel est le destin des peuples pauvres dont nous sommes, au cours de cette période.

Par là même se trouve assez clairement dessinée l'orientation qui s'impose à tous ceux qui se réclament du socialisme : renforcer la cohésion, l'unité et la conscience de la classe ouvrière, revenir aux vertus premières de notre doctrine, moralité et sens de la libre opinion, démontrer en même temps la plus grande efficacité pour mettre sur pieds une authentique organisation démocratique facilitant la préparation à la gestion, réagir contre la répétition des funestes erreurs opportunistes ou sectaires, se souvenir que tant que demeure la domination bourgeoise, l'équilibre des réformes progressives est sans cesse menacé, bref revenir au réel, et savoir trouver et suivre le sentier si modeste soit-il qui mène à la révolution socialiste.

(10 Janvier 1945)

Notre Prochain Numéro

Au sommaire : Rosa LUXEMBOURG : Dictature et démocratie. — Simon RUBAK : La Synarchie complot permanent contre la démocratie. — A. PATHI : Idéalisme et matérialisme dans la conception de l'histoire. — ARRES-LAPOQUE : La Constitution de la IV^e République. — Léon BOUTBIEN : La patrie doit être humaine. — A. PRUNIER : La politique russe d'occupation est-elle socialiste? — Un ploutocrate chez Staline (suite). — Michel BRUN : Les nationalisations dans les mines du Nord. — Jacques PRÉVERT : Poèmes. — La vie littéraire, par Maurice NADEAU, Yves LÉVY, Paul MORELLE, Jean JACQUOT. — Le théâtre par Suzanne ANDRÉ. — Le cinéma, par Jean MITRY. — Les arts par Pierre BOCHOT. — La musique par Jacques NAVILLE



Depuis la conférence de San-Francisco, les rapports entre les États-Unis et l'Angleterre d'une part et l'U.R.S.S. d'autre part, ont évolué dans le sens d'une opposition de plus en plus tranchée et se sont brusquement tendus après l'échec de la conférence des ministres des affaires étrangères de Londres.

La récente conférence de Moscou est parvenue, après des accords limités, acquis par des concessions réciproques et des marchandages sans grandeur, suivant les meilleures traditions de la diplomatie secrète, à dégager la politique internationale de l'impasse où elle se trouvait depuis plus de deux mois. A ce titre, cette dernière conférence aura été une étape importante dans ce pénible cheminement vers un équilibre mondial des forces en présence.

Les accords conclus sont, pour l'Extrême-Orient, l'admission de l'U.R.S.S. au contrôle du Japon, la reconnaissance de l'unité de la Chine, tutelle internationale pendant cinq ans pour la Corée ; pour les Balkans : élargissement des gouvernements actuels en Roumanie et en Bulgarie ; enfin une procédure a été établie pour l'élaboration des traités de paix avec les anciens satellites de l'Axe. Rien n'a été décidé, ni pour le Moyen-Orient où la situation reste confuse et dangereuse, ni sur l'avenir de l'ouest allemand qui intéresse particulièrement la France.

Quant au secret de la bombe atomique, cette question ne paraît pas avoir fait à Moscou l'objet d'une discussion serrée ; l'U.R.S.S. ayant montré à cet égard, suprême habileté, un certain détachement. Une commission de l'énergie atomique a toutefois été créée qualifiée pour faire des recommandations à l'organisme des Nations Unies, probablement dans le sens de la prohibition des armes atomiques. C'est la formule classique pour éluder l'essentiel d'un problème qui domine, et de loin, tous les autres sur le plan international.

Il nous faut donc revenir, pour un examen plus ample de la question à l'entrevue Truman-Attlee du mois de novembre dernier, lors de laquelle les États-Unis et l'Angleterre ont décidé de ne pas divulguer les secrets de fabrication de la bombe atomique, ni les renseignements relatifs aux applications industrielles de l'énergie atomique.

Le document rendu public après l'entrevue de Washington reconnaît tout d'abord : « que l'application des récentes découvertes scientifiques aux méthodes de la guerre a mis à la disposition de l'humanité des moyens de destruction jusqu'à présent inconnus, contre lesquels on ne peut y avoir de défense militaire appropriée et dont l'usage ne peut, en fait, être le monopole d'une seule nation ».

Cette déclaration préliminaire est significative de l'embarras et du malaise suscités dans un monde déjà éprouvé, par l'apparition de moyens de destructions en comparaison desquels pâlissent tous ceux connus jusqu'à présent.

Le progrès de la technique durant le siècle dernier précédait d'un bon pas le développement de l'organisation politique et sociale des peuples et il est bien certain que ce décalage est à l'origine de cette aberration

ENERGIE ATOMIQUE

et

Souverainetés Nationales

par Ed. NEVAL

tion de l'homme qui consiste à utiliser les conquêtes scientifiques à son propre anéantissement.

Le saut qu'on vient de faire par la découverte de l'énergie atomique, transforme l'écart déjà existant entre les possibilités techniques et le développement moral de l'humanité à un véritable abîme.

Devant les forces aveugles que la matière déchaîne, l'homme se sent soudainement seul, abandonné, atterré. L'humanité comprend enfin qu'elle peut rouler à sa perte sans avoir le temps d'esquisser un geste.

Officiellement, la rencontre de Washington avait pour objet : « d'envisager les possibilités d'une action internationale pour empêcher l'usage de la bombe atomique à des fins de destruction ». Remarquons en passant qu'il aurait été plus logique d'en appeler à l'Organisation de Nations Unies dont la charte, établie à San-Francisco, spécifie à l'article II, chapitre IV : « L'assemblée générale peut étudier les principes généraux de coopération pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, y compris les principes régissant le désarmement et la réglementation des armements ».

De même, le « Conseil de sécurité » de l'O.N.U. est habilité pour élaborer des plans « en vue d'établir un système de réglementation des armements ».

Ces considérations fondées en théorie, ne tiennent pas, lorsqu'on considère la rencontre de Washington sous l'angle des relations entre les deux blocs antagonistes qui dominent le monde d'aujourd'hui. Les vraies raisons de l'entrevue Truman-Attlee n'étaient pas tant celles sur lesquelles s'étend le communiqué, que le désir de la diplomatie anglo-saxonne de fixer sans délai sa position à l'égard de la Russie soviétique.

Vus sous cet aspect, la rencontre et les décisions prennent leur vraie signification historique, pendant que le communiqué pose, sans les résoudre, les problèmes techniques et politiques que soulève la découverte de l'énergie atomique.

« Nous sommes conscients, dit le communiqué, que la seule protection du monde civilisé contre l'usage destructif de la connaissance scientifique réside dans la suppression de la guerre. Aucun système de sauvegarde qui pourrait être mis sur pied n'offrirait, par soi-même, une garantie efficace contre la production d'armes atomiques par une nation décidée à l'agression » et plus loin :

« L'exploitation militaire de l'énergie atomique dépend en grande partie des mêmes méthodes et procédés que ceux employés pour son exploitation industrielle. »

ATOMIQUE

S Nationales

NEVAL

Dans la situation présente, que les procédés de fabrication soient connus par un seul groupe de puissances ou que d'autres nations viennent à les découvrir à leur tour, l'énergie atomique sera considérée comme « secret militaire » et, de ce fait, inutilisable pour des fins pacifiques.

Seule, la divulgation pure et simple des procédés de fabrication ouvrirait une ère nouvelle de progrès techniques ; mais elle entraînerait implicitement l'emploi généralisé d'armes atomiques dans une guerre future.

Certains suggèrent comme remède une convention internationale, du type classique, destinée à banir l'utilisation d'armes atomiques en cas de guerre.

Une telle convention, sans contrôle des installations industrielles de tous les pays, serait un marché de dupes, livrant le monde à la merci du premier gouvernement sans scrupules décidé à courir ses chances ; dotée d'un contrôle efficace, cette solution équivaldrait à l'interdiction de toute exploitation industrielle d'énergie atomique, en raison de l'impossibilité de séparer l'exploitation pour des fins constructives, de celle pour des fins de destruction.

Comme il est impossible de faire en sorte que la découverte n'eut pas lieu ou d'empêcher dorénavant les recherches sur la dissociation de la matière, il ne reste, en effet, qu'une seule issue pour éviter une catastrophe sans précédent : trouver une solution pour supprimer définitivement la guerre comme moyen de politique nationale.

On voit combien cette découverte révolutionnaire exige, pour être maîtrisée et asservie aux besoins de l'homme, des méthodes révolutionnaires. Dans un monde composé d'états nationaux souverains, où chacun suit une politique nationale et décide souverainement de ses intérêts, même si ceux-ci dépassent ses propres frontières, aucune organisation et aucun engagement ne peut mettre définitivement, la guerre hors la loi. La preuve décisive en a été faite par l'échec de la S.D.N., parce que celle-ci n'était ni indépendante, ni supérieure aux souverainetés nationales qui la composaient.

Mais les errements du passé ne nous ont pas servi de leçon. La nouvelle Organisation des Nations Unies procède des mêmes principes que l'ancienne S.D.N. ; ce qui en fait un instrument docile entre les mains des puissances dominantes dont l'accord préalable est nécessaire à son fonctionnement.

C'est dans un monde aussi peu préparé, dont l'humanité est encore balbutiante et mineure, que la découverte de l'énergie atomique apparaît, précipitant l'évolution des choses à un rythme vertigineux.

Elle a déjà transformé totalement les méthodes de guerre. Dans un rapport adressé au Secrétariat d'État à la guerre, le général Arnold, chef des forces aériennes des États-Unis, annonce la construction, dans un proche avenir, de vaisseaux stratosphériques, filant à la vitesse de 3.000 miles à l'heure « arme idéale pour porter les bombes atomiques ». Dans ces conditions, un agresseur peut détruire les centres vitaux d'une nation, fut-elle placée à 10.000 kilomètres et gagner la guerre dans l'espace de quelques heures ! A ce propos, il est bon de rappeler que les Allemands comme les Japonais, agresseurs ayant préparé de longue main leur mauvais coup, ont gagné en trois semaines des victoires qui auraient pu être décisives, si l'étendue des continents et des mers ne les avait pas bloqués, et qu'il a fallu trois ans aux Américains pour forger les armes nécessaires pour renverser la situation. Dans la prochaine guerre les distances ne joueront plus et l'utilisation de l'énergie atomique multipliera par mille les chances d'un éventuel agresseur.

Autrement dit, la bombe atomique a rayé le terme « défensive » de la science militaire de demain ; l'offensive restant le seul moyen de « défense », défense préventive en quelque sorte !

L'opinion publique anglaise qui a suivi ces questions avec beaucoup d'attention et de sérieux est presque unanime à reconnaître qu'il n'y a pas de parade contre la bombe atomique et que le seul moyen d'éviter une catastrophe irrémédiable, est la suppression de la guerre par la création d'un super-état. Autorité Mondiale, ayant des pouvoirs illimités pour assurer le désarmement général des nations, en même temps que leur protection à l'aide d'une police internationale armée des moyens les plus modernes.

On peut lire dans la revue anglaise « The New Statesman and Nation » du 10 novembre 1945 :

« Rien de ce qu'a été dit vendredi au Parlement ne modifie notre opinion réfléchie, qu'il n'y a qu'une seule solution au problème de la bombe atomique. Si les grandes puissances n'acceptent de renoncer à leur droit souverain de posséder des armes offensives, en remettant dans les mains d'une autorité internationale tous les moyens d'agression militaire, la bombe, tôt ou tard sera utilisée dans une guerre entre nations. »

Et la même revue écrit le 17 novembre 1945

« L'idée de mettre hors la loi la bombe atomique conduite jusqu'à ses fins logiques est en train de devenir la pierre de touche de la science politique internationale. »

Enfin, plus récemment, ces idées viennent de trouver un défenseur inattendu en la personne de M. Eden, chef du Foreign-Office dans le précédent gouvernement anglais. Lors du débat de politique étrangère aux Communes le 22 novembre dernier, M. Eden a déclaré :

« Chaque nouvelle découverte scientifique rend plus absurdes les anciennes conceptions de souveraineté. »

« Serait-ce au prix de ma vie, je suis incapable d'imaginer aucune solution définitive à moins que nous n'affaiblissions toutes nos notions actuelles de souveraineté.

« Il faut, d'une manière ou d'une autre, amputer le nationalisme de son aiguillon, on ne peut espérer faire cela du premier coup, mais nous devons nous mettre au travail dès maintenant et c'est cela qui doit être la première tâche de l'organisation des Nations Unies. »

Ces déclarations sont tout à l'honneur de M. Eden, membre éminent du parti conservateur anglais — mais elles sont surtout significatives de l'état d'esprit de l'opinion publique anglaise.

De toutes les nations, l'Angleterre est certainement la mieux préparée pour accueillir favorablement et œuvrer à la constitution d'un ordre mondial supranational.

Une des raisons majeures à cela est l'expérience acquise par la Grande-Bretagne comme nation dirigeante d'un système fédératif d'États libres, associés dans un même esprit de défense de leurs intérêts et de leur sécurité.

Peuple pratique, très évolué politiquement, ayant fait de lourds sacrifices à la cause de la liberté, les Anglais tirent courageusement les leçons de la dernière guerre.

En France, l'opinion publique préoccupée surtout par les difficultés intérieures et le relèvement du pays, n'a pas accordé une attention suffisante aux problèmes que soulève la découverte de l'énergie atomique.

Toutefois, l'idée de la sécurité collective si intimement liée à l'organisation internationale, a été popularisée en France par le parti socialiste. Les courts extraits qui suivent, tirés du livre de Léon Blum « A l'Échelle Humaine », livre écrit en 1941 dans les prisons de Vichy, par conséquent bien antérieurement à l'apparition de la bombe atomique, posent le problème dans des termes particulièrement heureux :

« ... On peut affirmer à la face du monde avec une conviction inflexible, imperturbable : il faut que de cette guerre sortent enfin des institutions internationales foncièrement solides, un pouvoir international entièrement efficace, ou bien elle non plus ne sera pas la dernière... »

« ... Il faut que le Corps International soit pourvu des organes et de la puissance qui lui permettront de remplir sa fonction; je veux dire qu'il soit franchement et hardiment installé comme État Suprême sur un plan dominant les souverainetés nationales et que, par conséquent, les nations associées concèdent d'avance, dans toute la mesure où l'exigera cette Souveraineté supérieure, la limitation ou la subordination de leur propre souveraineté particulière... »

La France, meurtrie et dévastée par la guerre, moralement déroutée de ne plus jouer les premiers rôles, n'a pas encore de doctrine définie en matière de politique internationale; mais il tombe sous le sens que sa sécurité, intérêt majeur, ne peut lui être garantie efficacement et définitivement que par un Ordre International disposant de l'autorité politique et de la force matérielle nécessaires pour imposer la paix au monde. Notre pays ferait preuve de véritable « gran-

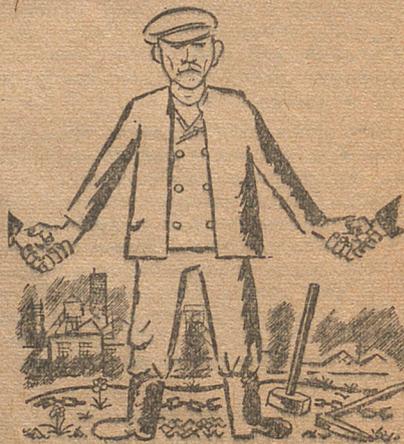
deur » en prenant l'initiative d'une telle politique. Mais si du côté français et anglais, on peut trouver quelques raisons pour espérer que la logique et le bon sens l'emporteront finalement sur l'égoïsme et l'égarément nationalistes, il n'en est pas de même du côté américain et russe. Les États-Unis et la Russie Soviétique, états-continentaux qui dominent le monde par leur puissance militaire et leur indépendance économique, paraissent céder dangereusement au prestige de la puissance et à l'orgueil nationaliste. Certains voient dans les différences de leur régime économique et de leur structure sociale, des causes fatales d'opposition. Nous pensons que c'est là une erreur, l'expérience ayant démontré que les rapports commerciaux et culturels entre états sont indépendants de leur régime politique ou économique. Les véritables causes de conflits entre nations apparaissent au-delà de leurs frontières, dans les entreprises d'expansion et de domination impérialistes.

Entre l'U.R.S.S., méfiante et soupçonneuse qui a fait introduire le droit de veto à San-Francisco et l'impérialisme américain qui a pris à Washington, en manière de défi, la décision que l'on sait au sujet de la bombe atomique, la course aux armements atomiques est d'ores et déjà ouverte.

Dans l'état actuel des choses, on peut douter que ces deux principales puissances abdiquent leur souveraineté en faveur d'une autorité mondiale réelle.

Mais des solutions qui paraissaient utopiques, il y a quelques mois seulement, peuvent sous l'empire des nécessités s'imposer impérieusement à l'instar d'Idées-forces.

La question est de savoir si les opinions publiques des pays libres sauront secouer l'apathie et la résignation des masses humaines, sans l'intervention desquelles il y a peu d'espoir que la vie triomphe de la mort.



Le problème de l'énergie c'est celui de la Ruhr

La crise actuelle de l'énergie en France met en lumière un fait qu'on a trop tendance à oublier : la France est un pays relativement pauvre en charbon.

Or, les grandes puissances industrielles modernes se sont édifiées autour des bassins houillers et il est à prévoir que le phénomène restera valable dans les années à venir; sans doute jusqu'à ce que l'utilisation de l'énergie atomique à des fins productives vienne bouleverser la technique moderne.

La France consommait avant la guerre 70 millions de tonnes de charbon, elle en produisait 47 millions et devait importer la différence. Actuellement, d'après les résultats des dernières semaines, ce chiffre de production annuelle pourra de nouveau être atteint, mais on n'escompte pas, avec les importations dépasser 54 millions de tonnes. C'est sur cette base qu'est établi le programme industriel de l'année prochaine. On voit que l'activité de 1938 ne pourra être encore retrouvée.

Mais quelles sont les possibilités ultérieures? La transformation de l'équipement de nos houillères étant une œuvre à longue échéance, c'est sur la main-d'œuvre que reposent les chances d'accroissement de la production. Une politique de formation de la main-d'œuvre française et d'immigration de travailleurs étrangers doit être poursuivie, ainsi qu'une revalorisation du métier de mineur. Mais on appréciera ses limites lorsqu'on saura qu'il faut 20.000 mineurs en plus pour produire 5 millions de tonnes supplémentaires par an. Est-il possible, dans ces conditions, d'espérer que la France puisse satisfaire jamais ses besoins en charbon? Et n'est-il pas optimiste d'estimer à 55 millions de tonnes la production annuelle qui pourrait être obtenue dans quelques années?

De grands espoirs sont fondés, il est vrai, sur le concours de l'énergie d'origine hydraulique. L'avenir de ce côté est, en effet, plus riche d'espérance. La production d'avant-guerre était de 11 milliards de kilowatts-heure par an. La guerre n'ayant pas apporté de destructions graves dans les installations existantes, ce chiffre sera vraisemblablement atteint à nouveau cette année. Mais l'augmentation du système hydro-électrique est une entreprise de longue haleine.

Deux programmes sont actuellement en cours d'exécution, celui de 1938 et celui de 1941, qui visent à réaliser un accroissement de 10 millions de kilowatts-heure au total. Le premier, comportant 61 aménagements, est déjà partiellement réalisé. Une dizaine d'ouvrages représentant 1 milliard de kilowatts sont en cours d'achèvement; mais le plus important, le barrage de Génissiat, dont la capacité de 1,5 milliard de kilowatts sera l'une des plus élevées d'Europe, ne sera terminé qu'en 1948. Le programme de 1941 comporte 40 aménagements. Les travaux sont commencés sur 18 barrages représentant au total 2 milliards de kilowatts, mais les deux plus importants ne sont qu'au stade de préparation et leur achèvement est prévu pour 1949. Enfin un nouveau programme, dit programme de 1945, est actuellement à l'étude; il comportera en particulier à Donzère-Montdragon, sur le Rhône, un barrage comparable par ses dimensions à celui de Génissiat.

Sur ces bases, si les délais peuvent être respectés, on peut compter sur un accroissement de production de

l'ordre de 1 milliard de kilowatts en moyenne par an. Résultat appréciable, puisqu'il conduirait à doubler en dix ans la production hydro-électrique française.

Mais il ne faut pas se laisser éblouir par les chiffres: 1 milliard de kilowatts tirés de la houille blanche apporte, d'après les calculs, une économie de 6 à 800.000 tonnes de charbon. C'est peu par rapport aux milliards de tonnes qu'exigerait une reprise intense de l'activité économique.

On voit, d'après ces données, que l'augmentation de nos ressources propres en énergie sera trop faible et trop lente pour permettre à notre pays de relever ses ruines et de reconstituer son équipement dans un délai raisonnable. Or, ne va-t-il pas s'offrir à la France, dans les prochaines années, une occasion unique, non seulement de résoudre ses difficultés actuelles en énergie, mais de reconstituer une puissante force industrielle sur les ressources d'un grand bassin houiller?

Dans la grande lutte économique qui va s'ouvrir au cours des prochaines années, tout porte à croire que la Ruhr est appelée à jouer un rôle considérable.

Rappelons que la production du bassin whesphalorien atteignait en temps normal 120 millions de tonnes de charbon par an, soit quatre fois la production de notre bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais. Or, en dépit des dizaines de milliers de tonnes de bombes déversées durant quatre années sur la région, les mines ont peu souffert. Sur les 170 mines du bassin, 18 seulement sont endommagées d'une façon durable. A ne considérer que les possibilités d'exploitation, la Ruhr pourrait dès maintenant remédier à la pénurie du charbon en Europe.

Certes, il y a de graves difficultés à une reprise de la production normale: la question de la main-d'œuvre et les problèmes connexes qu'elle soulève (logement, ravitaillement, politique sociale), la réorganisation des services et surtout celle des transports, vu l'effondrement quasi-total du système de communication de cette région à la fin des hostilités, vu aussi la pénurie de matériel roulant et fluvial en Europe. De ce fait, les possibilités d'extraction et surtout d'exportation du combustible sont encore très limitées (900.000 tonnes seulement doivent être réparties entre les alliés pour décembre). Néanmoins, il est certain que le retour à la production d'avant-guerre, si on n'y met pas d'obstacle est affaire de quelques années.

La question se pose donc du sort de ce prodigieux réservoir d'énergie, dont l'Allemagne a tiré sa puissance guerrière et dont il ne peut plus être question de lui laisser la libre disposition. On sait que la France a proposé l'internationalisation de la Ruhr. Cette solution, non seulement la préserverait efficacement du danger allemand, mais assurerait d'une façon durable son ravitaillement en combustible, condition de son développement industriel.

Si elle veut voir aboutir sa proposition, ne doit-elle pas faire un pas de plus et poser le principe d'une organisation économique commune des pays alimentés par le charbon de la Ruhr? Car si une grande puissance industrielle doit renaitre autour de ce bassin houiller, ce doit être celle des Nations-Unies d'Europe.

E. L.

Malgré les rumeurs optimistes qui viennent alimenter de temps en temps les espérances à l'intérieur et à l'extérieur de la péninsule ibérique, la dictature phalangiste espagnole continue à exercer le pouvoir. Même pour les mieux informés, il est difficile de prévoir aujourd'hui quelle issue aura la situation espagnole.

Les milieux espagnols de l'émigration et ceux qui souffrent journellement de la terreur à l'intérieur du pays ont cru, il y a plus d'un an, que le changement de régime politique en Espagne serait la conséquence d'une pression diplomatique extérieure, épargnant un effort violent. Et, convaincus de ce postulat, ils ont attendu les événements qui devaient provoquer la fin de la dictature franquiste. Autrement dit, ils ont interprété les choses comme si les nations victorieuses avaient des intérêts identiques et des buts communs, comme si elles étaient disposées à faire prévaloir, par un accord mutuel, la démocratie républicaine dans le pays. C'était la répétition de ce qui s'était déjà passé pendant la guerre civile en 1936-1939. A cette époque, les éléments dirigeants de l'antifascisme espagnol mirent, par-dessus tout, leurs espérances dans une intervention énergique de la Société des Nations pour rétablir « le règne du droit ». Plus tard, ils crurent à l'application *loyale* de la politique dite de non-intervention. Leur tactique tendait à poser la « question espagnole » sur le terrain strict de la légalité constitutionnelle et, en même temps, à offrir comme compensation l'instauration d'un régime modéré en Espagne.

Cette politique ne suscita, et ne pouvait susciter, aucune aide des nations démocratiques à la lutte héroïque des masses ouvrières et paysannes espagnoles. La Société des Nations avait pour unique objectif d'établir un certain équilibre entre les impérialismes rivaux ; une non-intervention effective aurait été en contradiction avec les préparatifs en vue de la Grande Guerre que le conflit espagnol laissait prévoir. L'antifascisme espagnol, non seulement n'obtint pas ce qu'il avait désiré, mais il perdit ce qu'il avait obtenu : l'organisation d'une solidarité active de la classe ouvrière internationale.

Les mêmes erreurs

L'expérience d'alors n'a pas été une leçon suffisante ; on commet aujourd'hui dans un certain sens, les mêmes erreurs. Les dirigeants antifascistes espagnols paraissent avoir délégué aux Gouvernements des puissances victorieuses, la solution de la « question espagnole ». Ils acceptent ainsi aujourd'hui une dépendance morale qui se traduira demain par une dépendance matérielle.

Par des démarches officielles et personnelles, le Gouvernement Républicain Espagnol implore sa reconnaissance et la rupture des relations avec le gouvernement de Franco. En garantie, il offre une politique conservatrice dans le futur. Pour éviter de s'aliéner l'une quelconque des puissances victorieuses, il n'ose dénoncer publiquement la politique de liquidation des richesses de l'économie espagnole que mène actuellement Franco, par des concessions industrielles et de traités de commerce, politique qui amènera la famine pour les Espagnols pendant de longues années.

D'autre part, les partis et organisations ouvrières de tous les pays, sauf d'honorables exceptions, de la même manière qu'ils exercèrent leur solidarité pendant la guerre civile par l'envoi de médicaments et de boîtes de lait, expriment aujourd'hui leur appui au prolétariat espagnol en votant des protestations et en faisant des démarches de pure forme auprès des

LA « QUESTION est un problème

par Juan

ministres des Affaires Étrangères de leurs pays respectifs. Pendant ce temps, un soutien économique est, en fait, apporté à la dictature franquiste par l'expédition de produits destinés à alléger ses profondes difficultés intérieures résultant d'un régime d'orgie et de rapine.

Solidarité ouvrière

La « question espagnole » ne peut pas être résolue par ce que l'on pourrait appeler un concours de bonnes volontés. C'est un problème politique lié à tous les autres problèmes politiques internationaux ; autrement dit, la « question espagnole » est un problème international. La classe ouvrière, le prolétariat des autres pays n'ont pas à confier la solution de ce problème aux gouvernements capitalistes qui possèdent de grands intérêts politiques et économiques dans la péninsule ibérique, intérêts qui sont en profonde contradiction avec les désirs d'indépendance intérieure et extérieure du peuple espagnol. La ruine économique provoquée par neuf ans de dictature totalitaire en Espagne ne pourra être réparée que grâce à des mesures de collectivisation qui supprimeront l'exploitation capitaliste qu'elle soit nationale ou étrangère.

Il ne faut pas escompter non plus que l'action de la Résistance à l'intérieur de l'Espagne puisse provoquer par sa seule force, l'effondrement de Franco et de sa camarilla d'opresseurs. Un appui extérieur ne surgira pas spontanément et il pourra devenir plus problématique chaque jour car, au fur et à mesure que s'approfondiront les contradictions entre les États vainqueurs, ceux-ci tenteront d'éviter que se produise un changement dans la situation politique espagnole. Et le temps s'écoulant, quelques-unes des conditions favorables qui peuvent actuellement être mises à profit, disparaîtront une à une.

Le défaut de perspectives immédiates dans la « question espagnole » peut conduire à accepter une politique de moindre mal, avec tous les dangers que cette tactique renferme pour l'avenir. C'est précisément le chemin que le Parti Communiste Espagnol a décidé de suivre lors de son Congrès du 6 décembre à Toulouse.

Contradictions communistes

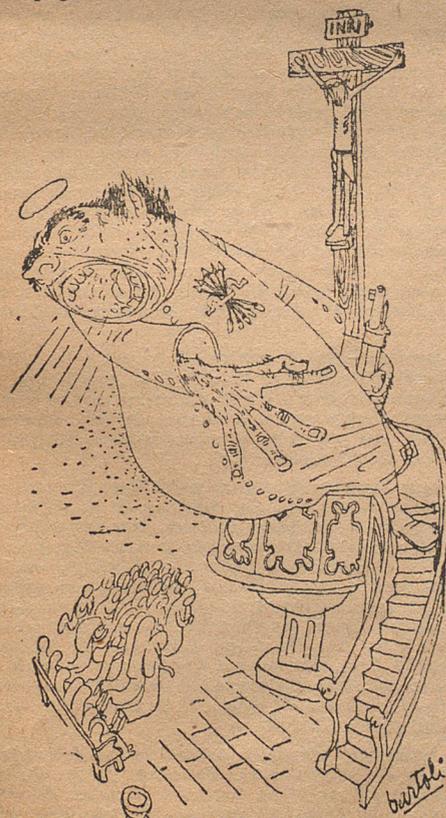
Les communistes espagnols ont utilisé depuis un an toute la gamme des couleurs de l'arc-en-ciel politique. Tout d'abord, ils ont proclamé que tout le pouvoir politique passerait à une Junte Suprême que personne ne connaissait et qui se disait formée d'éléments de tous les partis, y compris des catholiques et les *requetes* ; par la suite, ils ont plaidé pour un gouvernement républicain mais, lorsque celui-ci fut constitué sans ministres communistes et sans le Docteur Negrin, ils en réclamèrent un qui fût plus radical. Et maintenant, leur récent Congrès s'est prononcé pour la constitution d'un gouvernement provisoire formé de « généraux honnêtes », de « monarchistes de bonne foi » et de représentants des partis et des organisations antifascistes.

« ESPAGNOLE » international

ANDRADE

Il est évident que la réalisation d'un tel projet serait la meilleure issue à la situation difficile dans laquelle se trouvent les propriétaires terriens représentés traditionnellement par la caste militaire, et face aux périls que ferait courir aux intérêts financiers étrangers, liés depuis toujours à la monarchie espagnole, tout changement de structure de l'Espagne. Il est aussi facile de comprendre qu'une telle tactique est surtout préconisée pour faciliter les combinaisons diplomatiques et les concessions mutuelles entre les nations victorieuses, sans tenir compte de la volonté politique et des besoins du peuple espagnol.

Nous répétons que la « question espagnole » est un problème international. Mais cela ne veut pas dire que le changement de régime sera facilité par les forces qui ont un intérêt à l'existence d'un « régime fort », garantissant une politique réactionnaire et tolérant la pénétration financière dans le pays. De même que la situation critique de l'économie espagnole n'a d'autre solution que le socialisme



Paix, mes brebis...

au travers de l'hégémonie politique de la classe ouvrière, le problème immédiat d'en finir avec la dictature franquiste repose sur une action parallèle de la résistance intérieure et du mouvement ouvrier de tous les pays.

Internationalisme

Les partis ouvriers sont les facteurs déterminants de la politique actuelle de tous les pays européens. Leur action serait suffisante pour en finir rapidement avec le phalangisme espagnol qui jouit déjà de l'hostilité quasi totale du pays. Il s'agit actuellement de savoir si les partis ouvriers européens sont décidés à défendre la politique de leurs gouvernements (consistant à obtenir des concessions industrielles et des traités de commerce avantageux), ou s'ils peuvent se décider à mettre à exécution une politique internationale qui favorise la liberté et l'indépendance des masses populaires espagnoles.

Un gouvernement provisoire ou de transition pourrait durer. Lors de sa constitution, on déclarerait résolue la « question espagnole » et toutes les caractéristiques économiques du régime phalangiste subsisteraient ; l'appareil militaire, le même régime de propriété de la terre continueraient et rien ne mettrait fin au marasme économique. Mais ce gouvernement provisoire, avec son apparence légale et démocratique, soutenu plus directement par les oligarchies financières qui ont des intérêts en Espagne, empêcherait aussi l'expression du sentiment d'indépendance.

La seule solution viable

Malgré sa composition extrêmement modérée, et qui ne répond pas au véritable rapport de forces du mouvement politique espagnol, le Gouvernement Républicain de Mexico représente la grande majorité des Espagnols et il est la seule solution viable. Vouloir placer en travers de sa route une solution dite provisoire, c'est renforcer les courants antidémocratiques qui abandonnent le vaisseau phalangiste pour poursuivre la même politique sous un autre nom.

Une action combinée et générale de la résistance intérieure et du mouvement ouvrier international peut en finir rapidement avec l'ilote fasciste espagnol. Si l'on ne pose pas la « question espagnole » sur le plan international, il sera impossible de lui trouver une solution progressive. Car, en face à la solidarité internationale des grandes compagnies et des financiers qui possèdent des intérêts en Espagne, le peuple espagnol ne peut compter que sur les forces ouvrières des autres nations.

LIBERTÉ

La liberté réservée aux partisans du Gouvernement, la liberté pour les membres d'un parti, si nombreux qu'ils puissent être, n'est pas la liberté. La liberté n'est rien pour personne, si elle n'est pas la liberté de celui qui pense autrement. Il ne s'agit pas là d'un fanatisme de « justice », mais bien de tout l'immense pouvoir d'enseigner, de purifier et de guérir qui s'attache à la liberté politique, et qui est voué à disparaître, lorsque cette liberté devient un privilège...

Rosa LUXEMBOURG.

Pendant l'été de 1944, Eric Johnston, Président de la Chambre de Commerce des États-Unis fut invité officiellement à venir visiter la Russie. Il y passa cinq semaines, en compagnie de deux autres Américains, son secrétaire, Joyce O'Hara, et un journaliste William L. White. Ce dernier a donné un compte-rendu de son voyage dans le magazine américain Reader Digest en Décembre 1944, et Janvier 1945. Bien que ses conceptions soient fort différentes des nôtres nous pensons que les extraits que nous publions apporteront à nos lecteurs quelques renseignements valables sur ce qui se passe dans le monde cloisonné des Soviets.

Notre avion descend en spirale sur l'aérodrome de Moscou. Au moment où l'on abaisse le train d'atterrissage et que nous nous apprêtons à toucher le sol, nous passons devant de grandes rangées de C-47-s, construits en Amérique et portant la grande étoile de l'Armée rouge de l'Air. Une foule considérable nous attend. Au premier rang la commission envoyée pour notre réception, toute une rangée de slaves solennels.

Un grand Russe s'avance vers moi : « Est-ce que tout va bien ? » me demande-t-il ? « Je suis Kirilov, employé du Protocole pour le Commissariat du Peuple, au Commerce extérieur ». Nous ne savions pas encore que Kirilov, représentant de ce Commissariat qui était notre hôte officiel allait être notre compagnon de tous les instants...

Spectacles et toilettes

Ce soir nos hôtes russes nous emmènent, sous la direction de Kirilov, à un concert, au Tschakowsky Hall. Il y a là un violoniste excellent, puis un mezzo soprano. Entre temps, je regarde le public et remarque la pauvreté de ses vêtements. Chaque numéro est annoncé par une agréable brunette vêtue d'une robe coupée simplement mais dans un satin blanc étincelant. Le contraste avec ce public si pauvrement vêtu en fait une princesse de rêve. Les artistes hommes sont en tenue de soirée; les vêtements des artistes femmes sont de bonne coupe et de bonne qualité; propres et neis.

La lumière est redonnée, et nous sortons dans le grand foyer où le public se répand, selon l'agréable coutume d'Europe, pendant les entr'actes. Je peux le regarder ainsi de plus près. Les vêtements vont mal, ils sont pauvrement coupés, souvent brillants, mais toujours faits de clinquant. Oui, je sais, il y a la guerre. Les Anglais aussi sont pauvrement vêtus, mais vous pouvez affirmer qu'il fut un temps où leurs vêtements, qui sont maintenant bien usés, étaient bons, alors que ceux-ci ne l'ont jamais été.

Nous sommes ici dans la Grande Salle des Concerts, où les places sont habituellement prises par les hauts fonctionnaires ou les meilleurs des Stakhanovistes, qui gagnent les hauts salaires du temps de guerre. Et cependant le public ne peut se comparer avec celui d'un meeting de l'Alliance des Travailleurs, en ma ville de Emporia, dans le Kansas, au plus fort de la crise...

Les uniformes des officiers sont de mauvaise qualité, mais ils sont munis d'épaulettes d'un rouge vif, portant des étoiles d'argent brodées qui indiquent le grade. Dans les forces armées des pays occidentaux il y a peu de différence entre les uniformes des officiers et ceux de leurs hommes, mais, en Russie, vous ne risquez jamais de les confondre les uns avec les autres. Un officier se distingue à 300 mètres. En Occident les héros gardent modestement leurs médailles dans les tiroirs de leurs bureaux, et ne portent qu'un ruban de couleur cousu à leur tunique. Les Russes ne comprennent pas une telle fausse modestie, et les poitrines

Un Ploutocrate chez STALINE

des officiers résonnent de leurs médailles de bronze et d'or.

Ici les militaires se saluent constamment, et à toutes distances. Dans cette armée socialiste on se salue plus que dans toute autre armée du monde, et la plupart des anciennes différences de castes qui séparaient les officiers des soldats dans l'ancienne armée tsariste ont été rigoureusement rétablies. Les officiers de l'Armée rouge doivent encore passer quelque temps dans l'armée en qualité de simples soldats. Des écoles comme celles d'Annapolis et de West-Point ont été créées tout récemment pour donner aux jeunes gens qui se destinent à devenir officiers un enseignement qui leur permette d'être directement nommés...

Hors-d'oeuvre et champagne

Nos hôtes nous sortent de la foule pour nous mener dans une pièce située près de notre loge, dans laquelle un petit souper d'entr'acte était servi en notre honneur par le directeur du théâtre. Une table pour une quinzaine de personnes était dressée sur du linge immaculé. Devant chacune des serviettes il y avait un grand verre pour le vin blanc, un verre à pied plus court, pour le vin rouge, une flûte pour le champagne et un verre bas pour la vodka. Au centre, une troupe éblouissante de hors-d'oeuvre, une vingtaine environ, du saumon fumé, de délicieux esturgeons de la Volga, du jambon aux épices, du poulet froid rôti, du salami, et je ne sais combien de sortes de saucissons en tranches. Des garçons vieux et vêtus font passer des bols de caviar froid dans de la glace pilée; j'en prends pour ce qui coûterait plusieurs dollars en Amérique. En même temps on sert des petits gâteaux et une grande plaquette de beurre frais.

Ce service initial de caviar, de beurre et de pâtisserie précède l'esturgeon fumé et les saucissons. Il est accompagné de vin blanc. Ce même service précède aussi chaque repas, y compris le petit déjeuner du matin, que nos hôtes nous serviront durant votre séjour... en Union soviétique.

Lorsque nous rentrons dans notre loge, Kirilov fait un signe vers la scène. Les lumières de la salle sont alors baissées et la rampe allumée. Par hasard nous apprimes qu'on avait fait attendre pendant dix minutes ce public sous-alimenté d'environ 5.000 personnes pendant que je m'attardais à déguster mon second gâteau au chocolat et ma dernière gorgée de champagne. Mais aucun Russe ne trouvait cela extraordinaire. N'etions-nous pas les hôtes d'honneur de l'Union soviétique? Ces gens peuvent être socialistes, mais ce sont aussi des Russes. Comme tels ils ont hérité d'avantage de la tradition d'hospitalité de l'empereur Gengis-Khan que de Karl Marx.

En regardant par toute la salle je me demandais où étaient les vieilles gens. Tous ces visages étaient des visages jeunes, il en avait été de même de ceux que nous avions vus cet après-midi dans les rues. Que sont donc devenus les Russes qui auraient maintenant cinquante ans et plus? Ont-ils été terrassés

par la maladie, et sont-ils morts durant les terribles jammes qui accompagnèrent la Révolution et les plans quinquennaux? Ont-ils été liquidés lors des dernières purges? Où sont-ils tellement dilués dans la foule, étant donné le terrifiant taux des naissances en Russie, qu'ils paraissent être très peu? Maintenant que me voici de retour en Amérique je me pose encore la question...

Un Russe appartient à son travail. Sa famille et lui dorment habituellement dans un logement dont son usine est propriétaire. Il mange généralement dans la salle à manger de son usine, des aliments qui ont été produits sur la ferme de son usine. Ses enfants sont gardés dans une crèche que l'usine entretient; ils font du sport et vont au ciné dans son palais de la culture. Les travailleurs vont en vacances, lorsque l'usine peut se passer d'eux, par des trains qu'on leur destine, dans des centres et des maisons de repos pour ouvriers que l'usine contrôle. Dès lors les étrangers ne peuvent vivre dans un pays aussi rigidement ordonné que si quelque organisation d'Etat s'occupe d'eux pour leur logement, leur transport et leurs tickets de nourriture. D'où l'Inlourist.

Le Gouvernement Soviétique réalise qu'il ne peut obliger les étrangers des pays occidentaux à se plier à un niveau de vie qui est inférieur à celui des miséreux soutenus par les bureaux de bienfaisance en Amérique, niveau de vie qui est le lot de la plupart des citoyens soviétiques. En conséquence il accorde aux étrangers des privilèges qui, pour le monde occidental, sont simplement des choses naturelles et communes, mais qui, en Union Soviétique représentent un luxe fantastique.

...Avec un carnet spécial de tickets l'étranger peut faire des achats dans un magasin diplomatique de luxe dont les portes sont fermées à tout citoyen soviétique. Il peut y avoir des articles d'épicerie, des tissus au mètre, parfois des vêtements, et aussi des quantités limitées, mais suffisantes, de vin, cigarettes et vodka...

Visite à une importante usine

Un jour ou deux plus tard on nous montre notre première usine soviétique. Elle est située dans les faubourgs industriels de Moscou, et elle fabrique les fameux avions Stormovik pour l'Armée de l'Air Rouge. Comme nous en approchons nous voyons à l'entrée d'énormes tableaux sur lesquels sont affichés les derniers chiffres de production, les noms des ouvriers qui ont dépassé leurs tâches (ici on dit « normes ») ainsi que de grands portraits de Lénine et de Staline. Nous nous aperçûmes plus tard qu'il en est de même dans toutes les usines soviétiques.

Le directeur, Vassili Smornov, qui a des fonctions à peu près correspondantes à celles d'un président de société en Amérique a trente-sept ans. Il est, nous dit-il, dans l'aviation depuis vingt-quatre ans, dont huit ans comme directeur. Son bureau a le même degré de luxe et de confort que celui d'une entreprise américaine de même importance.

Eric se lance aussitôt dans une série de questions concernant le travail, les salaires, la durée de la journée, d'où ressort le tableau suivant, qui est vrai aussi pour la plupart des usines de guerre soviétiques: 65 % des travailleurs sont des femmes. La journée régulière est de huit heures, plus trois heures supplémentaires par jour, pour lesquelles les ouvriers touchent un salaire majoré de 50 % comme c'est le cas dans la plupart des usines américaines. Mais la semaine de travail est de six jours, ce qui fait donc soixante-six heures par semaine. Les garçons et les filles de moins de dix-huit ans ne travaillent cependant que huit heures par jour, et cinq jours par semaine.

Pour une tâche déterminée, ou « norme » l'ouvrier reçoit 750 roubles par mois. S'il dépasse sa norme (ce qui est le cas habituel), sa paie augmente selon une échelle progressive, de telle sorte que le salaire moyen serait en fait, de 1.000 roubles par mois.

Eric s'occupe maintenant du directeur. Qu'est-ce qu'il touche, si ça ne le gêne pas de nous le dire? Il répond qu'il reçoit un salaire de base de 3.000 roubles par mois, excepté si l'usine gagne une bannière de production. Ainsi que la plupart des usines de guerre, cette usine en a une: dans ce cas il a, en plus, un pourcentage de 150 % jusqu'à un maximum de 10.000 roubles par mois. Cependant, nous dit-il en riant un peu jaune, il n'a pas le temps de dépenser tout son argent.

Eric l'interroge maintenant sur les doléances des ouvriers. Eh bien! dit le directeur, ils les présentent au Comité syndical de l'entreprise pour leur catégorie. Le Directeur écoute lui-même les plaintes deux fois par semaine. S'ils n'acceptent pas la décision prise, ils ont un droit d'appel. Auprès de qui? Même jusqu'à Staline? Oui, même jusqu'à Staline.

Nous voici maintenant cheminant à travers l'usine. Elle est maigrement éclairée et incroyablement sale. Il n'y existe pas une chaîne de production au sens américain du mot, mais plutôt une série de connexions entre diverses phases du travail, avec des femmes qui attendent sans rien faire à leurs machines que le roulement reprenne.

L'usine est remplie des meilleures machines-outils américaines, mais cela semble manquer d'une organisation convenable. Les planchers ne sont nulle part unis, par suite de trous dans le ciment. Il y a partout des tas de copeaux. Personne ne se préoccupe de les enlever. Beaucoup des filles portent des toiles de sacs liées autour de leurs pieds. D'autres ont des sandales de bois brut fixées par un clou de fer passant entre le premier et le second orteil. Les filles transportent par brouettes des charges de pièces non finies qui tombent lorsque la brouette rencontre une bosse dans le plancher. Les filles s'arrêtent alors pour les ramasser.

Johnston murmure: « Aux États-Unis le meilleur signe pour juger du rendement d'une usine est sa propreté. On est sûr qu'un atelier sale ne donne pas de rendement. »

Peut-être que ces gens pensent qu'ils sont 200 millions de Russes et qu'il importe peu que quelques-uns d'entre eux soient mal à l'aise. Mais ce plancher pourrait être réparé juste pour le prix d'une de ces coûteuses perceuses automatiques provenant de la loi prêt et bail, que cette usine a en profusion, et le rendement pourrait être alors amélioré de quelque 25 %. Le plus dur des patrons américains, cherchant à tirer le rendement maximum de ses ouvriers, commence par les installer confortablement, dans des ateliers bien éclairés sur des planchers propres, afin d'accroître le taux de production par heure de travail...

(à suivre.)

Plus de six mois se sont maintenant écoulés depuis la fin des hostilités en Europe. Les camps de concentration nazis ont dévoilé, à la face du monde, l'horreur et le sadisme des crimes hitlériens. De nombreux articles dans la presse, quelques livres, des films documentaires, des procès à grand retentissement, ont permis à tous ceux qui n'ont pas souffert dans ces bagnes, de se faire une idée exacte et objective de l'hitlérisme. Je n'ai donc point l'intention de reprendre dans cet article une narration des faits (1), mais plutôt revenir sur certains de leurs aspects, afin d'aborder le difficile problème de la responsabilité allemande.

Hypocrisie allemande

Un camp de concentration devait être, selon l'avis de son promoteur, le D. Fick, un centre de rééducation politique du national-socialisme. Telle était sa justification légale.

Dès 1933, l'arrestation massive de sociaux démocrates et des communistes appartenant à la « Bannière d'Empire » et au « Front Rouge » les emplirent. Très rapidement, sous la direction d'Hitler, les camps devinrent des camps d'extermination, seule méthode qui permit de faire fléchir la foi révolutionnaire des internés. Mais tous ces crimes se tramèrent dans l'ombre. Le camp de concentration — que nous désignerons par les deux lettres KZ comme dans le langage populaire allemand — s'entoure de mystère. Aucune visite n'était permise aux familles, aux avocats, aux étrangers. Les assassins avaient les mains libres pour raffiner leur cruauté ; pour laisser libre champ aux forces destructives du nihilisme et du totalitarisme. Il n'y avait du reste qu'à regarder les visages de ces gardiens nazis sur lesquels la « stupidité résolue » était peinte, à écouter leurs conversations, à les voir agir, on y trouvait pêle-mêle une frénésie d'enfants jouant aux Indiens, et un mélange de cynisme, d'opportunisme, de brutalité, de mensonges invétérés, de haine, d'envie, d'orgueil, d'intrigue, de perfidie et de sexualité lubrique (2).

D'où venaient ces hommes, qui constituaient l'armée politique d'Hitler ? 400.000 S. A. en 1930, 700.000 en 1932, avaient rassemblé des aventuriers de toutes sortes : anciens officiers et sous-officiers licenciés de l'Armée Volontaire de la Baltique, hommes de main venant des formations illégales et une jeunesse sans ressource et sans emploi, fanatisée. Ils représentaient donc la lie d'une population déclassée ou aigrie par le chômage et la misère, entraînée dans une ivresse hystérique par des intellectuels décadents et irresponsables, formulant en des termes pseudo-scientifiques une culture qu'ils n'avaient pas assimilée mais qu'ils avaient corrompue. — C'est dans la « philosophie du sang » qu'ils trouvaient la justification des rêves de domination universelle du pangermanisme et de leurs persécutions raciales, c'est dans la « philosophie de puissance » qu'ils trouvaient cette mystique de l'autorité et le culte du chef — et surtout, ce qui éclaire à mon sens les réactions des bourreaux au cours du procès de Lunebourg, une négation totale et officielle de la morale que le christianisme avait lentement introduit après vingt siècles dans nos mœurs.

Corruption d'une culture

Tel était le climat. Sans en prendre conscience, on ne peut expliquer le souci que les hitlériens mettaient à sauver les apparences. Dans chaque camp, il y avait une fanfare et cette clique jouait des airs wagnériens pendant que quelques mètres

Crime et Châtiment

La Responsabilité Allemande

par Léon BOUTBIER, déporté politique

plus loin, un S. S. torturait un innocent ou le pendait. Les blocks d'extermination étaient entourés de jolis parterres de fleurs entretenus soigneusement par les détenus, sous le coup des matraques. Tous les crimes avaient une apparence légale : les morts les plus mystérieuses entraînaient des diagnostics médicaux convaincants. Les exécutions par pendaison avaient toujours une justification juridique. Et ce machiavélisme d'utiliser les détenus eux-mêmes, — en choisissant parmi eux ceux qui, par faiblesse morale ou par la faim s'y prêtaient — pour exécuter les basses besognes — quitte après, si l'affaire se compliquait officiellement, à détruire l'exécuteur lui-même et donner ainsi un apaisement aux autres détenus. Cette duplicité dans le S.S. lui-même, qui apparaissait devant vous brutalement comme un assommeur et que vous retrouviez quelques heures plus tard conversant amicalement avec les détenus. Cette sentimentalité primitive qui les faisait plaindre des détenus que quelques heures plus tôt ils avaient torturés.

Aucun scrupule moral ne limitait leur action. De temps à autre, ces êtres avaient des neurs de conscience, et malgré eux, appréhendaient les conséquences de leurs actes. Ils essayaient alors de composer, par peur le plus souvent, pour se justifier autant devant eux-mêmes que devant nous. Nous étions donc livrés à des hommes auxquels une doctrine officielle avait permis de libérer tous leurs bas instincts. Ce n'est pas une récurrence ou une involution, c'est la déviation et la corruption d'une culture, qui conduit à une folie collective facilitée et entretenue par les tendances grégaires du peuple allemand. Cette folie était contagieuse. Elle gagnait

même certains détenus. Nous vivions donc dans un monde empesté et corrompu. Ainsi, nous avons pu mesurer la rupture profonde entre les hitlériens et nous.

Qui est coupable ?

L'heure est maintenant venue d'établir clairement les responsabilités. Devons-nous penser que tous les Allemands sont coupables ou complices des crimes commis dans les KZ ? Les Allemands sont-ils un troupeau de possédés dont chacun porte en lui un Hitler ? Et une race de barbares, incapables de dégager la moindre minorité sincère ? Est-ce que le thème de la propagande alliée des deux Allemagnes a vécu et devons-nous maintenant rendre l'ensemble du peuple responsable des crimes hitlériens ?

Je crois que répondre affirmativement à toutes ces questions serait méconnaître et l'histoire et la vérité.

Si tous les Allemands s'étaient reconnus en Hitler, pourquoi celui-ci eut-il eu besoin d'organiser un système de répression policière, jusqu'alors inégalé ? A quoi aurait donc servi la Gestapo, l'organisation des SS et des SA, dressées pour l'espionnage, la délation et la corruption sur la base de la maison et du quartier. Que signifierait le sacrifice des milliers d'antifascistes allemands torturés et morts dans les KZ ? Dans ce pays où la liberté était supprimée, la culpabilité des travailleurs allemands n'apparaît pas à première évidence, directe.

Ceux des Français, prisonniers de guerre ou déportés, qui par leur connaissance de la langue

allemande ou par suite des circonstances, ont été appelés à prendre un contact direct avec la population allemande, ont nettement senti, dans la majorité des cas, qu'une fraction importante de la population ne suivait qu'à regret et s'opposait sourdement à la politique des SS. Mais la domination de cette caste privilégiée qui gouvernait par la terreur et l'oppression, rendait illusoire l'ingérence des opposants dans les affaires publiques. Et sommes-nous sûrs que cette population allemande connaissait les faits qui se déroulaient dans les camps ? Elle n'était, comme nous, informée que par ceux qui en réchappaient. Quel crédit avons-nous donné à leurs déclarations ? Et dans quelle mesure peut-on en déduire que le peuple approuvait ?

Le monde, aveugle volontaire

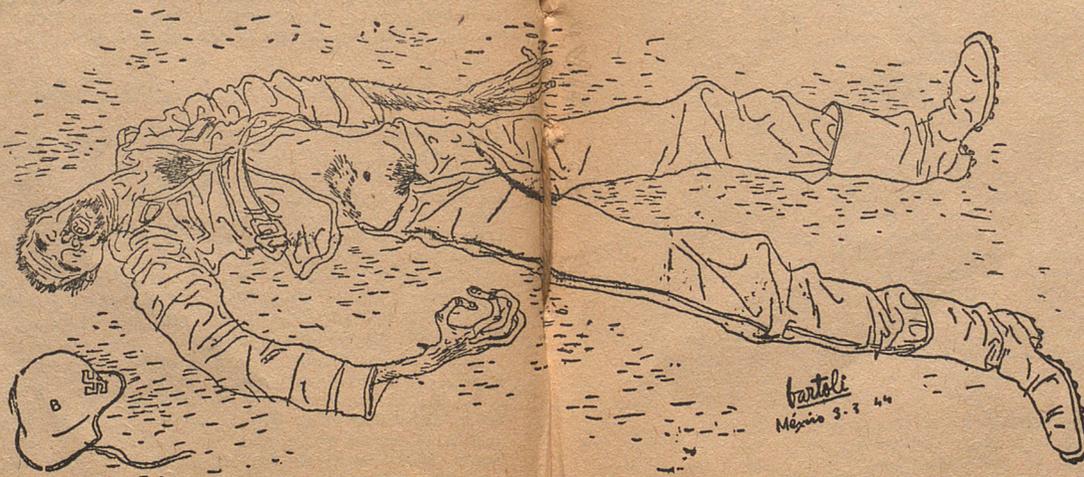
Le monde civilisé ne voulait pas croire et ne voulait pas voir la tragédie allemande qui dure depuis 1933. Alors qu'au début une action coercitive eut rapidement anéanti Hitler, il pratiqua l'inverse : une politique de capitulations successives passant par la réoccupation de la Rhénanie, l'Autriche et la Tchécoslovaquie, qui affermit son pouvoir. Tous les étrangers qui ont visité l'Allemagne avant guerre ont-ils été aveugles ? C'édaient-ils à la facilité, par un affaiblissement moral inexplicable ? Combien de savants étrangers ont-ils cessé leur collaboration aux revues allemandes après les mesures d'exception contre les savants juifs ? Quel accueil n'ont pas trouvé les efforts pour développer le tourisme en Allemagne nazie et lui assurer la faveur du Monde. Avons-nous oublié l'excellente réclame que furent pour le N. S. D. A. P. les jeux Olympiques de Berlin ? — Le Monde restait sourd aux appels des antifascistes allemands — Car il faut le dire, à cette époque, il voyait dans Hitler un barrage contre la Russie soviétique et un moindre mal vis-à-vis du bolchevisme.

Il faut dire aussi que les crimes hitlériens ne sont pas spécifiquement d'essence allemande. Tout au plus ils ont trouvé là un terrain plus favorable. Mais les miliciens français de Doriot ont agi avec la même barbarie. Le totalitarisme est un produit de la décomposition spirituelle de la culture bourgeoise. L'influence de G. Sorel, le racisme d'un Gobineau introduit en Allemagne, une application inhumaine des doctrines de Darwin, ont préparé spirituellement cette décomposition. C'est dans ce sens que l'on peut dire que le national-socialisme est une crise de la civilisation humaine tout entière, dont la honte rejaillira sur tout le vingtième siècle.

Responsabilité allemande

Il n'empêche que la responsabilité allemande est plus directe et plus entière. Il est bien évident que tous ceux qui ont de près ou de loin participé aux crimes, doivent être impitoyablement châtiés. Nous n'avons pas l'intention de faire un plaidoyer en leur faveur en atténuant leurs responsabilités. C'est précisément parce que l'objet de cette étude est le châtiment qu'il nous faut en discuter la portée.

J'ai dit plus haut que le peuple allemand dans son ensemble ignorait la vérité sur les KZ et quand certains la connaissaient ils ne l'approuvaient pas. Les déportés politiques dont j'étais, dans un Kommando du Wurtemberg, ont pu apprécier la solidarité manifestée à leur égard par la population paysanne. Mais cela n'exclut pas cette responsabilité collective qui a permis à Hitler d'accéder au pouvoir.



Il est alors plus exact de parler de la responsabilité des partis politiques et plus précisément de leurs dirigeants. Les masses ont eu le tort de faire confiance à des partis et d'abdiquer en leur faveur tout sens critique. Telle est la responsabilité des masses ouvrières allemandes.

Les véritables responsabilités du succès hitlérien, il faut les chercher dans la veulerie de la social-démocratie et dans le sectarisme du parti communiste allemand. Devant la misère économique, la faillite des mouvements marxistes a fait des masses ouvrières la proie du désespoir. Le nazisme a été certes facilité par une conception psychologique propre aux Allemands qui n'ont pas la même notion que nous de la liberté, qui ne peuvent satisfaire leur volonté de puissance qu'en s'identifiant à un organisme collectif, qui ont un culte de l'obéissance et une mystique de la discipline fondée sur la négation de l'individu.

Le cadre de cet article ne permet pas le développement des responsabilités historiques des partis ouvriers allemands. Que l'on se rappelle seulement la centralisation et la tendance étatiste du mouvement syndical, rapidement dressé vers le conservatisme. Que l'on se souvienne de l'échec de la « Ligue Spartacus », que les masses ne suivirent pas et qui fut écrasée dans le sang — en même temps que la Social-Démocratie accumulait faiblesses sur faiblesses à l'égard des généraux et des bourgeois. Le Reichstag ne se réunissait que pour constater son impuissance. Les partis s'agitaient dans le vide. En 1932, il y avait 5.560.000 chômeurs. Les grèves se succédaient sans plan d'action. Les syndicats se désintéressaient des chômeurs et ne pouvaient plus leur payer d'allocations. Les communistes cherchaient à déborder les dirigeants syndicaux par des attaques violentes de dénigrement, en provoquant des grèves partielles, où on les vit aux côtés des nazis, et poussaient peu à peu les ouvriers à perdre confiance en eux-mêmes et dans les organisations ouvrières. Hitler, de son côté, cherchait à s'appuyer par une démagogie verbale, sur une large base sociale, afin d'accéder au pouvoir par les voies légales. De plus, aucune organisation ouvrière n'avait la discipline ni le dynamisme des troupes de choc hitlériennes. Poursuivant une politique d'abdication, la Social-Démocratie fit voter pour Hindenburg aux élections présidentielles. La grève des ouvriers des transports à Berlin, qui échoua fut un recul communiste ; les masses se rendirent compte que cette grève n'avait pas d'autres fins que des préoccupations électorales et s'en détournèrent. Néanmoins, aux dernières élections du 5 mars 1933, Hitler ne disposait encore que de 52 % des suffrages, malgré l'énorme pression terroriste et policière.

Ces erreurs, ces faiblesses ont permis à Hitler d'arriver au pouvoir. Après, la culpabilité des masses discutable dans un régime de démocratie parlementaire, devient difficile à soutenir dans un régime totalitaire. Les camps de concentration ont donc été le fait du régime hitlérien lui-même, et non pas celui du peuple allemand, car ils furent créés tout d'abord pour les Allemands eux-mêmes.

Le problème de la rééducation

La responsabilité collective du peuple allemand étant contestable, il reste le difficile problème de la réadaptation politique et économique de l'Allemagne à l'Europe de demain. Nous avons toutes les raisons pour vouloir éviter un nouveau conflit. Souvent du reste, lorsque la question allemande vient en discussion, c'est moins le sort du peuple allemand qui est évoqué mais bien plutôt

l'antagonisme américano-russe. Mais nous ne voulons pas aborder cet aspect du problème. Une véritable politique de rééducation doit se faire avec et grâce au peuple allemand lui-même. Il faudra donc chercher parmi eux ceux qui sont d'essence antimilitariste, antiprussienne et antinazie.

Les grands dignitaires de l'Église allemande ont offert leur collaboration à Hitler jusqu'en 1934. Le clergé allemand vit en effet dans le nazisme non point un adversaire, mais un rival dans la monopolisation des affaires spirituelles. L'enseignement religieux, comparable à celui de chez nous, aura comme but final d'inculquer l'amour de la patrie germanique aux enfants.

Les grands chefs de la Social-Démocratie et du Communisme ont commis de 1919 à 1933 tellement d'erreurs qu'il reste difficile de leur faire confiance. Les émigrés politiques, tout en demeurant une possibilité, peuvent être plus utiles sur le plan technique que sur le plan politique, ayant perdu contact depuis douze ans avec leurs compatriotes. Certains communistes allemands que j'ai connus dans les K. Z. étaient restés à la phase du sectarisme, à la fameuse théorie du social-fascisme et de la lutte « classe contre classe ».

La conception même de la démocratie nous paraît également singulièrement réduite par les communistes allemands qui sacrifient l'individu aux grandes lignes fixées par l'exécutif du Parti.

C'est donc en définitive, avec les ouvriers de la base, avec les intellectuels éclairés, avec les organisations politiques et syndicales renouvelées dans leurs cadres et leurs méthodes, qu'il faudra compter.

Quant à l'apport étranger, appuyé sur une armée de soldats ou de fonctionnaires, il est plus de nature à heurter qu'à séduire. La liberté ne s'apporte pas à un peuple à la pointe des baïonnettes. L'avenir ne se construit pas avec un despotisme, même éclairé. La paix doit être humaine.



DIGNITÉ HUMAINE et LIBERTÉ

par André ARRIAT

Toutes choses ont un prix, disait Kant, l'homme seul a une dignité. Pour être bien classique, cette maxime du célèbre philosophe allemand est encore utile à méditer. Replacée dans son contexte historique aussi bien qu'examinée dans sa signification, c'est en fonction du régime capitaliste qu'elle prend tout son sens. Le régime capitaliste n'est-il pas le régime où tout se vend et s'achète, l'apogée de la civilisation marchande. Il y a cependant une limite posée en droit plutôt qu'en fait. La dignité de la personne humaine est censée marquer la borne de l'universel mercantilisme. Cette borne, il y a longtemps que le capitalisme l'a dépassée : la formule finale du régime c'est que tout se vend et s'achète, l'homme y compris, non seulement la force de travail du travailleur manuel ou intellectuel, mais aussi ce qu'on appelle la « conscience » pour laquelle il y a, comme le notait Marx, un prix comparable aux expressions imaginaires de l'algèbre. Que toutes choses aient un prix, sans exclure l'homme, c'est ce qu'on exprime encore aujourd'hui aussi brutalement que naïvement aux U.S.A. lorsqu'on emploie la formule courante : « This man is... dollars Worth ». La valeur capitalisée de l'homme exprimée en fonction de son rendement conforme aux normes de la société est une sorte de « prix irrationnel ».

Mais que voulait dire Kant ? « Toutes choses ont un prix », cela signifie que pour tous les produits de l'activité humaine, il existe une commune mesure définie par la possibilité de l'expression monétaire. Les « choses » dont parle Kant sont bien les marchandises dont il est question chez Marx. Le secret de leur « prix », c'est la quantité de travail humain qu'elles contiennent. Mais l'homme qui est le producteur, aussi bien que le consommateur, peut-il avoir une commune mesure avec ce qu'il produit et ce qu'il consomme ? La valeur de l'homme, c'est-à-dire sa « dignité » est proprement incommensurable à la valeur économique des « choses ». La critique marxiste de l'économie politique apparaît bien ici comme le prolongement des diverses « critiques » Kantienne. Elle implique comme elles un changement d'axes de références, l'homme étant désormais choisi pour assumer la fonction qui était auparavant dévolue aux choses. Toute la construction du « Capital » serait dépourvue de sens s'il n'y avait pas un étalon de valeur supérieur à celui de la valeur économique des choses. Marx a fort bien montré que, si l'on se place à ce dernier point de vue, l'appropriation capitaliste de la plus-value est conforme à la stricte justice des échanges. Il faut donc qu'il y en ait un autre si l'on veut expliquer les cris brûlants d'indignation qui viennent interrompre les froides analyses du « Capital » et aussi l'ironie d'un apparent cynisme. Par une sorte de pudeur scientifique, Marx a cependant tenu à la voiler.

Malraux fait dire quelque part à un révolutionnaire qu'il combat pour « la dignité ». Il n'en est pas moins vrai que, pour beaucoup, c'est là une « vertu bourgeoise » et comme telle, méprisable. Il y aurait beaucoup à dire à ce sujet. L'idéal démocratique moderne est contemporain de la société capitaliste moderne et c'est aussi dans les cités marchandes de la Grèce antique que se sont manifestées les premières formes de la démocratie. Faut-il cependant voir dans l'idéal démocratique un simple reflet du capitalisme ? S'il en était ainsi, comment expliquer qu'il se retourne facilement contre lui.

D'aucuns, parmi ceux qui parlent d'enterrer le capitalisme, enterreraient volontiers avec lui la démocratie sans le dire ou même en l'avouant, car il y a encore des cyniques malgré la leçon qui vient d'être infligée à leurs semblables. Il y a une éthique anti-bourgeoise qui ne laisse pas d'être fort inquiétante, par ce qu'elle comporte un abandon facile des conquêtes de la bourgeoisie révolutionnaire dans le domaine moral comme dans les autres. On fait bon marché de la dignité humaine, comme on fait bon marché de l'internationalisme dont il n'est pas malaisé de montrer qu'il fut également une idée et même en partie une réalisation bourgeoise.

Au strict point de vue marxiste, il serait fort intéressant d'écrire une histoire de « la dignité ». Kant aimait à reprendre le mot de Fontenelle : « Devant un grand seigneur, mon corps s'incline, mais mon esprit ne s'incline pas ». Une des caractéristiques de la société féodale fut, qu'en dépit du christianisme, seules certaines personnes « les grands » avaient de « la dignité ». Aux temps héroïques de ses luttes contre les survivances féodales, la bourgeoisie prétendit démocratiser « la dignité ». C'est ainsi que, dans l'ancienne Égypte, une révolution eût lieu pour amener les simples mortels à participer à l'immortalité jusque-là réservée aux seuls Pharaons. Mais cette dignité que la bourgeoisie prétendait démocratiser, elle finit à son tour par la monopoliser. M. Prud'homme était un fort digne homme, mais qui méprisait les voyous. Il n'est pas douteux enfin que le dernier stade du capitalisme parvenu au terme de son développement, comporte l'abandon de la « dignité » par les bourgeois eux-mêmes. C'est alors que surviennent d'étranges révolutionnaires qui nous disent qu'il est vain de parler encore de la dignité, puisqu'il y a une belle lurette que cette chose a cessé d'exister.

En même temps qu'on nous invite à renoncer à la dignité, vertu bourgeoise, on nous convie à renoncer à la liberté, et c'est là fort bien raisonné, car, liberté et dignité sont inséparables. Si l'autorité de Kant est encore valable lorsqu'il s'agit de définir la « dignité », celle d'Aristote ne l'est pas moins, lorsqu'il faut dire ce que c'est que la liberté : l'homme libre est, selon le vieux philosophe grec, celui qui « existe à cause de lui-même ». C'est ainsi qu'il s'oppose à l'esclave qui n'est « qu'un instrument animé ». Cette définition de l'homme libre a le mérite d'être sociologiquement fort précise, en même temps qu'exempte de tout postulat d'ordre métaphysique qui viendrait inutilement compliquer la question. Elle permet en même temps, de comprendre, par opposition, quel est le prix de

la liberté. L'idéal démocratique moderne a consisté à généraliser à tous les hommes la qualité que le vieux philosophe grec reconnaissait à l'homme libre, par opposition à l'esclave. C'est ainsi que Rousseau écrira que « renoncer à la liberté, c'est renoncer à la qualité d'homme » et c'est par l'intermédiaire de Rousseau que l'on retrouve encore Kant. Car, c'est bien la même idée, que Kant exprime sous une forme plus obscure dans sa conception de l'homme comme « *fin en soi* », la condition de « *fin* » s'opposant précisément à celle de « *moyen* » ou d'« *instrument* », caractéristique aristotélicienne de l'esclave. De telles pensées sont loin d'être étrangères à l'inspiration implicite du système de Marx. C'est à juste titre que l'on a pu voir dans la troisième formule de l'impératif catégorique de Kant : « *Traiter toujours l'humanité, soit dans sa personne, soit dans celle d'autrui comme une fin et jamais seulement comme un moyen* », comme une préfiguration de la critique socialiste de l'économie. Le capitalisme est bien le régime économique qui finalement, ravale la condition humaine au niveau de celle des choses, bouleverse systématiquement l'ordre des fins et celui des moyens. La liberté que revendique le libéralisme économique classique, n'est pas celle des hommes, mais celle des choses. Les physiocrates du XVIII^e siècle, premiers théoriciens du libéralisme économique étaient partisans du despotisme politique, en même temps qu'ils lançaient la célèbre formule : « *Laissez faire, laissez passer* », qui s'appliquait dans leur esprit exclusivement aux marchandises. Il n'est donc pas vrai qu'historiquement, le libéralisme politique et le libéralisme économique aient partie liée et c'est bien là que réside notre espoir d'une société meilleure, car, si un prétendu « socialisme », sous prétexte d'une nouvelle administration des choses, devait réaliser l'universel asservissement des hommes, il faudrait le repousser avec la dernière énergie.

Une antienne d'un marxisme assez vulgaire et qui reprend volontiers à son compte une des plus contestables formules de Lafargue, sur « les grues métaphysiques » consiste à demander où est la liberté du prolétaire en régime capitaliste, et à conclure triomphalement qu'on peut facilement y renoncer, puisque de toutes façons, on ne perd rien au change. C'est là précisément qu'est la pente savonnée, où il faut bien se garder de s'engager, car, d'une manière ou d'une autre, elle nous ramènerait dans les sentiers où Mussolini piétinait allègrement « *le cadavre de la Déesse Liberté* ». Le socialisme ne peut discipliner les choses qu'à condition de libérer les hommes. Belle politique de Gribouille, que celle qui consisterait à supprimer à la fois le mécanisme des prix et le respect de toute dignité, en mettant fin à toute espèce de liberté pour s'en remettre à l'arbitraire irresponsable d'un état bureaucratique qui ne ferait que parachever l'œuvre du capitalisme privé.

De tels propos pourront paraître assez conservateurs et leurs références passablement archaïques. Il n'en est pas moins vrai que, si nous voulons aujourd'hui reprendre la marche de l'avant, il nous faut d'abord mesurer l'étendue de notre regression. Le véritable esprit révolutionnaire, et c'est Marx lui-même qui nous l'a enseigné en reprenant à son compte la formule de « *l'auflhebung* » hégélienne, ne consiste pas seulement à supprimer ce qui doit être supprimé, mais aussi à conserver ou même à restaurer ce qui doit être conservé et ce qui doit être restauré.

RÔLE et AVENIR des COMITÉS d'ENTREPRISE

L'exposé des motifs de l'ordonnance du 22 février 1945 instituant les Comités d'Entreprises débute par ces mots : « Le grand mouvement populaire qui a libéré la France de l'ennemi n'a pas été seulement un mouvement de la libération nationale, il a été également un mouvement de libération sociale ».

Aussitôt après la libération des « Comités de production » ou « Comités de gestion » se sont constitués spontanément un peu partout dans le pays pour prendre en mains les usines ou entreprises abandonnées par leurs patrons ou après en avoir chassé une direction qui avait trop « collaboré » avec l'ennemi. Certaines de ces usines prises en charge par les ouvriers ont été par la suite nationalisées et fonctionnent actuellement d'une façon satisfaisante, malgré les difficultés de toutes sortes auxquelles la nouvelle direction a dû faire face.

Ce mouvement populaire, était donc bien un mouvement d'aspirations sociales animé d'un patriotisme très pur issu de la lutte pour la libération du pays. On ne pouvait lui contester ni la logique ni la nécessité, puisqu'il tendait à la rénovation d'une économie exsangue et à l'épuration des classes dirigeantes en faillite. Mais sporadique et inorganisé de par son origine clandestine, il allait vite perdre de son élan par les soins du Gouvernement provisoire et la passivité ou l'hostilité inavouée des partis politiques.

Le Gouvernement provisoire afin d'endiguer le mouvement et avec, il faut le reconnaître, un certain souci de renouveau, décida d'instituer les Comités d'entreprises.

Ces Comités, tels qu'établis par l'ordonnance du 22 février 1945, sont des organismes ayant des attributions actives dans le domaine social ; ils coopèrent avec la direction pour l'amélioration des conditions du travail et contrôlent effectivement la gestion des œuvres sociales de l'entreprise. Dans le domaine de la production, par contre, les Comités d'entreprises sont, d'après la loi, des organismes consultatifs, c'est-à-dire passifs et pratiquement impuissants. Ils peuvent bien présenter des « suggestions dans le but d'accroître la production et d'améliorer le rendement », ils peuvent émettre des « vœux sur l'organisation générale », mais ne sont en aucun cas habilités d'intervenir dans la marche ou le fonctionnement de l'entreprise. La direction de l'affaire reste donc, comme par le passé, du seul ressort du chef de l'entreprise. Comme on le voit, par sa légalisation, la réforme a perdu le caractère révolutionnaire et novateur que le mouvement populaire lui avait imprimé.

Le principe capitaliste qui veut que le domaine économique soit totalement interdit à l'intervention active des représentants du travail a donc guidé

cette fois encore le législateur. Nous pensons que ce principe est indéfendable lorsqu'on tend à créer dans un pays démocratique une économie planifiée et dirigée.

Les conseils et les avertissements n'ont pas manqué au gouvernement provisoire. La C. G. T. par la voix du camarade Gazier affirmait à l'Assemblée consultative lors des débats sur les Comités d'entreprises :

« ... les auxiliaires de l'économie dirigée, ses contrôleurs, ses surveillants, vous les avez à l'intérieur même des entreprises, grâce aux Comités consultatifs de gestion qui sont en voie de création : avec eux pas de bureaucratie à craindre, ils ont un intérêt immédiat à ce que l'entreprise marche et prospère. D'autre part, ils ont un sens aigu de l'intérêt général, parce qu'ils sont les premiers atteints en cas de crise économique générale. »

Ces conseils, tendant à la création d'un contrôle ouvrier et d'une participation effective du travail à la direction de l'entreprise, n'ont pas prévalu. Le gouvernement a escamoté l'essentiel de la réforme pour sauver, temporairement du moins, les prérogatives du capital ; mais ce faisant il s'est aliéné l'aide et la confiance des masses laborieuses.

Situation et perspectives

Un seul chiffre donne une idée de l'état de marasme de la production. Sur 207 hauts-fourneaux, à peine 18 fonctionnent. Quant on sait que la sidérurgie est à la base de l'industrie métallurgique de transformation on comprend combien cet état de choses est alarmant. Dans son ensemble la production industrielle varie aujourd'hui, grosso-modo, entre 30 et 50 % de ce qu'elle était avant-guerre. Certes, cet état de choses, nous le savons, est en grande partie héritage de guerre.

Mais l'hésitation, pour ne pas dire la carence, des pouvoirs publics en matière économique, dont l'ordonnance sur les comités d'entreprises est un exemple, y a contribué dans une large mesure.

Il nous revient, qu'un peu partout on se heurte du côté patronal, aidé en cela par les fameux offices professionnels, à des résistances ouvertes ou cachées pour tenter de faire échec à la reprise économique. Dans la plupart des usines les directions patronales s'efforcent à neutraliser les Comités d'entreprises ou canalisent l'activité de ceux-ci exclusivement sur la gestion des œuvres sociales.

On a l'impression que le patronat et ses agents rééditent la manœuvre qui leur a si bien réussi en 1936 et qui consiste à freiner ou désorganiser la production afin de faire la preuve de l'inanité des

mesures tendant à la démocratisation de l'économie et de compromettre par avance aux yeux de l'opinion publique les réformes de structure qu'ils redoutent.

Comme par ailleurs le gouvernement provisoire, n'a pas de doctrine économique correspondant à la situation ; que la monnaie glisse, que les prix montent, que les salaires se déprécient chaque jour davantage malgré les continuel réajustements, que les marchandises manquent et que le marché noir prospère, il s'est créé, un état d'âme collectif fait d'insécurité, de lassitude, de laisser-aller, de rancœur, et ce malaise général est favorable aux visées d'un patronat de combat.

La nécessité du démarrage et de l'accroissement de la production est aujourd'hui une question vitale pour le pays. Y parviendra-t-on à coups de règlements et d'arrêtés ? Nous ne le croyons pas.

Nous pensons qu'il est indispensable de créer au préalable, un climat et des conditions techniques favorables à la reprise.

Pour y arriver il faut faire appel aux travailleurs eux-mêmes en les associant le plus étroitement possible à la direction de l'économie par l'intermédiaire des Comités d'entreprises. La refonte de ces organismes auxquels on devra confier le contr. le et la co-gestion des entreprises créera à l'intérieur de celles-ci les conditions techniques nécessaires au fonctionnement d'une économie dirigée et au sein des masses laborieuses, le climat psychologique qu'elles attendent avant de s'atteler à l'œuvre immense de reconstruction que le pays entier réclame

E. N.



Le 15 janvier 1919, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht étaient assassinés à Berlin. En hommage aux deux grands héros du prolétariat allemand, nous publions un extrait de la « *Révolution Russe* », étude prophétique où Rosa avait su prévoir la dégénérescence du bolchevisme et en analyser les causes inhérentes à cette doctrine.

UN ami qui revient de Buchenwald nous disait : « Je n'y comprends rien, j'ai connu, avant le pacte germano-soviétique, une C.G.T. unie, mais indépendante et fidèle à la Charte d'Amiens ; une C.G.T. démocratique, où chaque courant d'orientation s'exprimait librement, une C.G.T. où la majorité ex-confédérée était solide. Or, en rentrant, je trouve la grande Centrale ouvrière avec deux secrétaires généraux, ce qui paraît être l'aveu qu'il y a en fait deux C.G.T. De ces deux organismes, celui qui a une large majorité appartient aux ex-unitaires ; le C.C.N. donne des mots d'ordre politiques à propos du referendum, et, ce qui aggrave encore, sans avoir consulté la base ; enfin, je me suis trouvé à Limoges, au Congrès de la Fédération Postale, et j'ai pu voir avec quel mépris de la plus élémentaire démocratie la nouvelle majorité s'imposait et agissait. Que s'est-il donc passé ? »

Cette question, combien d'autres se la posent tout bas ? Pour eux, pour tous ceux, qui se refusent à obéir sans discussion à des mots d'ordre, à des slogans, pour tous les révolutionnaires qui pensent que le syndicalisme et le socialisme sont aussi éloignés du national-socialisme par leurs moyens d'action, par leurs méthodes, par leur propagande, que par leurs conceptions, pour eux, revenons quelque peu en arrière.

Quelques points d'histoire

Tout d'abord, rappelons brièvement quelques points d'histoire.

Août 1939 : pacte germano-soviétique.

La C.G.T. exclut les éléments qui refusent de renier ce pacte. Nouvelle scission au sein du mouvement ouvrier.

De septembre 1939 à juin 1940, propagande « défaitiste », contre la guerre, par tracts, brochures et journaux clandestins des politiciens et des syndicalistes communistes.

Juin 1941. — L'Allemagne attaque l'U.R.S.S. Les communistes traqués, malgré leurs tentatives indéniabiles d'accommodement, entrent dans la Résistance et deviennent les champions du patriotisme qu'ils poussèrent jusqu'au chauvinisme le plus dégradant.

Dans la Résistance, l'Unité syndicale se reconstitue, sauf dans quelques Fédérations et notamment dans la Fédération Postale.

La libération approche. Le parti communiste est décidé à être le grand bénéficiaire de la situation. Son plan savamment ourdi, comportait la conquête de la C.G.T.

L'opération se réalisa avec beaucoup de facilité.

En premier lieu, il semble bien que les éléments ex-unitaires déclenchèrent la grève insurrectionnelle quelques jours plus tôt qu'il n'avait été prévu par les armées libératrices, si l'on en croit la Radio de Londres. Les communistes voulaient avoir à tout prix l'initiative des opérations. Ils formèrent partout des Comités de grève où leur influence fut prépondérante, quand ils n'en constituèrent pas la seule et unique armature. Les ex-Confédérés trompés sur la date du déclenchement de la grève, furent, dans de nombreux cas, absents lors de la constitution des Comités de grève. Quelques jours après, les Comités de grève se transformèrent en Sections syndicales.

LA C.G.T. N'EST PAS EN TUTELLE

Comment conquise la Fédération Postale

par JOEVEAUX

D'autre part, de nombreux dirigeants avaient collaboré sous Vichy. Il ne fut pas difficile aux stalinien(ne)s d'utiliser cet état de fait pour imposer leurs hommes dans la plupart des Fédérations où ils étaient minoritaires avant la guerre.

Ajoutons que toute une génération nouvelle s'était développée pendant la tragique période d'occupation. Cette génération n'avait aucune éducation syndicaliste, pas la moindre notion d'histoire du mouvement ouvrier, les hommes d'avant-guerre étaient tous des inconnus pour elle. Cependant, elle était active et passionnée comme tout ce qui est jeune ; enthousiasmée par les victoires de l'armée rouge. Ce fut autant de facteurs que les « néo-patriotes » ne manquèrent pas d'utiliser.

Quelques Fédérations réussirent cependant à endiguer la vague stalinienne, grâce au cran, ou à l'astuce, de leurs anciens leaders. Mais, quand on a pu dresser un bilan à tête reposée, la majorité avait changé de mains.

C'est ce qu'indiqua un premier C.C.N. en imposant une C.A. paritaire. C'est ce que confirma un deuxième C.C.N. en imposant un second secrétaire général, communiste naturellement, par une majorité des deux tiers.

Le Congrès de la Fédération Postale

Avant la guerre, deux organisations s'étaient fait les championnes de l'indépendance du syndicalisme et par voie de conséquence, avaient lutté âprement contre les ingérences communistes : le Syndicat National des Instituteurs et la Fédération Postale. Or, on sait quel rôle essentiel ces deux corporations remplissent dans la vie d'un pays démocratique. Les uns sont les éducateurs des générations à venir, les seconds possèdent le contrôle de leviers de commande de premier ordre.

Les instituteurs durent partager le pouvoir. Quant à l'Association des Postiers, l'ordre fut donné de la conquérir à tout prix.

Lors de la libération, selon le processus que nous avons déjà indiqué, les Comités de grève des Postiers parisiens se transformèrent en organismes syndicaux presque tous dirigés par des unitaires. Ces organismes, dans l'enthousiasme de la liberté retrouvée, recueillirent environ 30.000 adhésions.

S'appuyant sur ce chiffre, le Comité Central de la Région Parisienne, déclara la Fédération Postale, transformée en un syndicat unique et s'institua lui-même bureau dirigeant de la nouvelle Fédération.

Un journal portant le titre *La Fédération Postale* fut même publié.

Cette opération était un véritable coup de force. En effet, la F.P. était, avant la guerre, constituée par trois syndicats : le Syndicat national des Agents, le Syndicat général des Employés et le Syndicat des Services Techniques. Or, dans le premier numéro du *Peuple*, la C.G.T. reconstituée indiquait que les syndicats, les fédérations et leurs bureaux devaient être réinstallés, d'après l'ordonnance d'Alger en date du 27 juillet 1944 (article 5), tels qu'ils existaient avant le 3 septembre 1939.

De plus, les postiers de province n'étaient pas consultés, les trois syndicats fédérés auraient donc dû être reconstitués tels qu'ils existaient avant le 3 septembre 1939.

Les dirigeants de la Fédération Postale et des trois syndicats, en fonction avant cette date, protestèrent auprès du Bureau Confédéral. Après des pourparlers laborieux, celui-ci décida la création d'un Comité de Gérance, pour diriger la Fédération Postale, composé de quatre confédérés et de deux unitaires.

Entre temps, quelques militants possédant avant la guerre une grosse influence sur la masse des postiers, étaient arrêtés par la volonté ex-unitaire. Ils devaient être relâchés quelques mois plus tard, aucune charge prouvée, démontrée, n'ayant pu être retenue contre eux par les Pouvoirs Publics. Mais, pendant le temps de leur arrestation, les intéressés n'avaient pas eu la possibilité d'exercer leur influence sur la corporation, de défendre leur syndicat, et c'est ce que l'on avait voulu. Le Comité de Gérance végéta tant bien que mal, débordé par les revendications innombrables et dans l'impossibilité de réaliser une entente.

Pendant ce temps, l'organisme ex-unitaire parisien continua d'exister... et d'agir. Un journal, des circulaires, furent envoyés en province. Ses principaux militants, munis de voitures, pneus et essence, parcoururent la France. Les militants confédérés n'avaient même pas le papier nécessaire pour faire paraître le journal officiel de la Fédération.

Un Conseil National fut convoqué pour février 1945. Celui-ci donna à une voix de majorité les deux tiers des postes aux ex-confédérés. Alors, une campagne savamment et puissamment orchestrée contesta la validité du C.N. Renforcé, malgré cet échec, par la présence de quatre membres du Bureau Fédéral et de douze à la Commission Exécutive de la F.P., le bloc « unitaire » lança une offensive de grand style. Pas un département ne fut oublié. La plupart du temps, sans avoir été convoqués par les Sections, leurs militants

organisèrent des Assemblées générales départementales. Les secrétaires de Sections, pour la grande majorité jeunes et nouveaux syndicalistes, se laissèrent imposer ces réunions. Le journal *P.T.T. Parisien*, plus que jamais, inonda la province, appuyé par des tracts, opuscules et circulaires.

A la tête de la F.P., la majorité confédérée tenta de réagir. Elle envoya des instructions par circulaires (officielles, celles-là). La validité de ces décisions fut contestée par la minorité stalinienne qui engagea les Sections à ne pas s'y conformer. Une poignée de militants confédérés tenta de visiter à son tour les départements. Cela ne put se faire que sur une échelle réduite, dans les conditions les plus difficiles. Enfin, tout comme au Comité de Gérance, le papier manqua aux ex-confédérés. Il eût fallu en acheter au marché noir. L'argent leur faisait défaut. Leurs adversaires n'en manquaient pas. En six mois, le Bureau Fédéral ne put sortir que trois exemplaires sur une feuille du journal *La Fédération Postale*. Le journal unitaire *P.T.T. Parisien* paraissait régulièrement tous les mois sur quatre et six pages.

Tandis que les confédérés se débattaient avec les Pouvoirs Publics pour la défense des revendications, les unitaires concentraient toute leur action en vue du prochain Congrès.

Le grand art, le coup de maître de ces derniers, fut d'obtenir pour le Congrès le vote des mandats et la désignation des délégués au Congrès en Assemblée générale et à main levée.

Par la structure de la corporation postale, cette méthode de vote est antidémocratique. En effet, l'Assemblée générale se tenait au chef-lieu du département. En raison de l'absence quasi totale des moyens de transport, ne pouvaient guère y assister que les postiers en fonction dans la localité et quelques individualités des environs. Les receveurs, receveurs-distributeurs, les facteurs ruraux, perdus et disséminés dans les « trous » du département, n'étaient pas présents. Comme par hasard, c'est dans ces cadres que les confédérés avaient leurs plus sûrs appuis. De même « l'ambulancier » en voyage, le téléphoniste ou le télégraphiste de service, ne pouvaient assister à l'Assemblée générale. Pour toutes ces raisons, les confédérés réclamaient le vote au suffrage universel, par correspondance, à bulletin secret. L'activité et les puissants moyens d'action de leurs adversaires les étouffèrent. Les délégués et les mandats ne furent donc pas désignés au suffrage universel. Une Assemblée générale de trente à quarante présents décida pour quatre à cinq cents syndiqués.

C'est dans ces conditions que le Congrès de Limoges commença ses travaux. Rapidement, les communistes cherchèrent à mesurer le rapport des forces. Sur une motion préalable, ils exigèrent un premier vote, ils l'obtinrent. 70.000 voix pour les politiciens, 30.000 pour les confédérés syndicalistes. La partie était jouée. Le deuxième jour, les confédérés voulurent mourir en beauté. Ils élevèrent le débat pour l'indépendance du mouvement syndical au plus haut degré. Ce fut leur chant du cygne. Les jours suivants, devant l'obstruction organisée, 150 militants écumés quittèrent le Congrès.

La Fédération Postale était enfin devenue stalinienne.

La grève des Services Publics

par Simon RUBAK

La grève des Services Publics du 12 décembre dernier eut pour cause la réelle misère des fonctionnaires, qui sont les plus mal rétribués de tous les travailleurs. Elle ne fut qu'une grève d'avertissement et devait en cas de non satisfaction aboutir à une grève générale illimitée. Elle a été par son ampleur et son acuité le premier grand conflit social en France depuis la Libération.

Ampleur et puissance du mouvement : le mot d'ordre de grève n'a été lancé qu'après une longue et irrésistible poussée de masse unanime des agents et fonctionnaires qui réussirent d'abord à vaincre la passivité maussade des directions syndicales.

Deux millions et demi de grévistes, soit à peu près le quart des effectifs de la C. G. T. et plus du sixième de la masse totale de la population active de la France se jeta dans la lutte avec un ardeur comparable à celle qui anima les grands mouvements de 1934 et 1936. Le rôle même des Services Publics, vital pour le pays, accrut encore la portée de la grève.

Il semblait que toutes les conditions étaient requises pour un plein succès. Pourtant, en face de ces revendications modestes et puissantes, le Gouvernement prit une attitude tranchante de patron de combat.

Il se contenta des manœuvres classiques de division, sans prendre la peine d'invoquer, pour le refus, des raisons valables ni même sérieuses.

Le chef du Gouvernement mit son point d'honneur dans l'artifice comptable d'un équilibre budgétaire des recettes et des dépenses. Il fit allusion à la course infernale des prix et des salaires, sachant autant que quiconque, que les incidences des augmentations de traitements sur les prix des marchandises sont toujours insignifiantes et lointaines, et que la hausse des salaires est toujours conséquence et non cause d'une hausse des prix.

En réalité l'obstination hautaine dans le refus a eu de tout autres causes. Il s'agissait de décourager la poussée revendicative des travailleurs et de mettre en difficulté les partis ouvriers au pouvoir, obligés de se désavouer vis-à-vis des fonctionnaires. Mais surtout il fallait rassurer la réaction et les puissances financières de l'intérieur et de l'extérieur.

Si ces raisons de petite politique ont provoqué le raidissement du refus, ce sont aussi des raisons de petite politique qui ont entraîné les flottements de la C. G. T. et l'ajournement des partis. On ne peut négliger de rappeler ici la subordination de la majorité de la C. G. T. au parti communiste. Le fait que *L'Humanité* fut hostile à la grève donne un sens particulier aux propos de Raynaud au meeting du Vél. d'Hiv.

Neumeyer laisse entendre que l'action a échoué dans ses buts parce qu'elle s'est fourvoyée sur le terrain politique. C'est en grande partie vrai. Mais comment éviter la politique dans un conflit où le patron est l'Etat, c'est-à-dire, plus concrètement le Gouvernement ? On pourrait plus utilement retourner l'argument et dire qu'il y a eu échec faute d'une juste appréciation de l'impuissance positive et — dans une large mesure — de la dégénérescence de l'esprit révolutionnaire des partis ouvriers.

Ceux-ci, en effet, ne pouvaient entrer en conflit avec leurs propres ministres. Leur rôle était celui d'arbitres cherchant une conciliation par concessions réciproques.

Qu'est-ce à dire ? sinon qu'une fois engagés dans le ministérialisme, ces partis sont mis dans l'obligation d'abandonner, dans une part essentielle, la cause même pour laquelle ils se sont créés : à savoir la défense intégrale des travailleurs.

On dira peut-être que si le Chef du Gouvernement poussait son intrépidité jusqu'à la menace de démission, les ministres des partis ouvriers avaient le devoir d'user de la même arme. Mais on touche là au point critique où toute la politique du pays est en jeu. C'est une question qui dépasse alors le cadre de cette chronique, mais qui se trouve et reste posée par le conflit non résolu des Services Publics.

Le Congrès des Instituteurs

par Claude ROLDES

Le Congrès National des Instituteurs, qui s'est tenu fin décembre à la Salle des Fêtes de la Mairie de Montreuil, a revêtu, une importance toute particulière.

Il marquait, en effet, après six ans de lourdeur, de silence et d'oppression, le retour au régime démocratique rétablissant pour tous les travailleurs le droit de disposer d'eux-mêmes, de se grouper en syndicats et de discuter librement de leurs conditions d'existence.

Senèze, secrétaire général du Syndicat des Instituteurs, salua, comme il convenait, cette libération de la classe ouvrière mais, non sans oublier de rendre un solennel hommage à tous ceux qui en furent les artisans : Français libres, résistants et maquisards, au nombre desquels la Fédération de l'Enseignement compte plus de quinze cents morts.

Après quoi, on aborda la discussion des questions portées à l'ordre du jour.

Deux d'entre elles ont retenu notre attention. Elles nous semblent, en effet, dominer les débats.

La première concerne une importante réforme de structure.

Va-t-on maintenir, au sein de la Fédération générale de l'Enseignement, le principe des syndicats nationaux de catégorie ou opter délibérément pour la formule séduisante du syndicat unique ?

Grave question, en vérité, sur laquelle les avis sont partagés et qui ne tardera pas à donner lieu à de vives controverses.

Finalement, cependant, les congressistes, dans leur ensemble, se prononcèrent pour le maintien des syndicats de catégorie tant que les expériences locales de syndicats uniques n'auront pas démontré de façon indiscutable les avantages qui peuvent en découler pour la profession.

La seconde question intéresse la Fédération des Fonctionnaires et son action lors du dernier conflit revendicatif.

Dès le début, la discussion est passionnée.

Les uns reprochent à la fédération de s'être laissée « endormir » par les politiciens et de n'avoir pas mené la lutte en toute liberté. Cet abandon de la position purement syndicale est responsable à leurs yeux, de l'échec partiel des revendications. Désireux désormais, de recouvrer leur pleine indépendance, ils se déclarent partisans du retrait, plus ou moins brutal, de la Fédération générale des fonctionnaires.

D'autres, par contre, approuvent l'attitude observée par cette fédération tout au long des négociations et réclament bruyamment le maintien de l'adhésion.

Lorsque l'on passe au vote, trois motions demeurent en présence : retrait pur et simple, retrait moyennant certaines modalités et maintien du statu quo.

Ce sont les promoteurs du retrait avec modalités qui l'emportent par 521 voix, contre 347 aux partisans du retrait pur et simple, 276 à ceux qui préconisent le maintien des rapports et 26 abstentions.

Le principe du retrait est donc acquis, en fin de compte, par 863 voix contre 302 et cela ne va pas manquer d'avoir sur l'orientation future du syndicat national des instituteurs de sérieuses répercussions.

On s'attendait, d'ailleurs, à la suite de ce vote, à ce que cette orientation syndicale fut précisée. Mais, rien de définitif n'intervint à ce sujet et c'est vraisemblablement au prochain congrès qu'il appartiendra de trancher la question.

D'ores et déjà, cependant, les instituteurs ont exprimé leur ferme volonté de se soustraire à l'influence des partis politiques quels qu'ils soient. Ils entendent, en effet, conserver dans l'action une liberté de manœuvre absolue, n'ayant pour tout objet que de bien servir la cause de l'instituteur.

Ce n'est pas nous qui les en blâmerons.

LE DRAPEAU ROUGE AU POING...

Pour le Cinquantenaire de la mort de Verlaine

par Guy DESSON

Sous le titre : *Des morts* et l'épigraphe : 2 juin 1832 et avril 1834, ce poème de Verlaine a été publié en *Cœuvres* postumes dans *Varia*.

C'était *Varia* que préparait le poète, lorsque la mort interrompit son œuvre. Et on peut tenir pour assuré que *Des Morts* n'eussent pas figuré dans l'édition si Verlaine l'avait lui-même préparée.

Car ce poème est incontestablement une pièce antérieure à 1873 que Verlaine, après sa conversion qui le détermina à observer une attitude agressivement réactionnaire, avait jugée indigne de son œuvre postérieure où, pourtant, elle aurait eu sa place toute trouvée, dans *Jadis et Naguère*.

Peut-être n'était-il cependant pas inutile de rappeler ces vers peu connus, qui donnent un autre aspect du Verlaine politique, à côté de *Vive le Roy*, des *Invectives* décochées à Jules Ferry et du si bourgeois *Voyage en France par un Français*.

Il suffit d'ailleurs de sentir le souffle qui anime ce poème pour le dater sans erreur possible du séjour que Verlaine fit à Londres, après la Commune, avec Rimbaud.

Certes, l'indignation du poète y est un peu rétrospective, peut-être même a-t-elle été simplement suscitée par la fameuse gravure de Daumier, et le rapprochement avec *Paris se repeuple*, de Rimbaud, montre combien l'inspiration était plus profondément sentie chez l'auteur des *Illuminations* car, s'il fut incontestablement « en marge », Verlaine n'en conserva pas moins la perpétuelle nostalgie de la mesquine bourgeoisie dont il était issu.

Bien que le dérèglement de ses sens l'ait conduit à Londres, en même temps que les grands exilés de la Commune, et aussi profondément qu'il pu le marquer pour un temps, l'extraordinaire volonté de Rimbaud, le pauvre Lelian, velléitaire né, ne pouvait trouver dans ses molles incertitudes, l'inébranlable foi qui anime le révolutionnaire vrai.

Ses amis de 1871 savaient d'ailleurs ce qu'il y avait d'affecté dans ses attitudes politiques. Et son attachement imprévu à la royauté, ne l'empêcha nullement de préférer en 1890 l'*Infamie Humaine* d'Eugène Vermersch...

Qu'importe, au reste, qu'il n'ait pas été soulevé par un grand souffle révolutionnaire. Il a d'autres titres de gloire.

Car si sa sensibilité individualiste de solitaire qui remâche complaisamment sa tristesse n'a pu le transporter au sommet de la révolte, les précieuses modulations de son intimité n'en demeureront pas moins, un autre pôle de la grande tragédie de l'homme.

O cloître Saint-Merry funèbre ! Sombres rues !
Je ne foule jamais votre morne pavé
Sans frissonner devant les affres apparues

Toujours ton mur en vain recrépit et lavé,
O Maison Transnonnain, coin maudit, angle infâme,
Saignera, monstrueux, dans mon cœur soulevé

Quelques-uns d'entre ceux de Juillet que le blâme
De leurs frères repus ne décourage point,
Trouvent bon de montrer la candeur de leur âme.

Alors dupes ? — Eh bien ! ils l'étaient à ce point
De mourir pour leur œuvre incomplète et trahie.
Ils moururent contents, le drapeau rouge au poing.

Mort grotesque d'ailleurs, car la tourbe ébahie
Et pâle des bourgeois, leurs vainqueurs étonnés,
Ne comprit rien du tout à leur cause haïe.

C'étaient des jeunes gens francs qui riaient au nez
De tout intrigant comme au nez de tout despote,
Et de tout compromis désillusionnés.

Ils ne redoutaient pas pour la France la botte
Et l'éperon d'un Czar absolu, beaucoup plus
Que la molette d'un monarque en redingote.

Ils voulaient le devoir et le droit absolu,
Ils voulaient « la cavale indomptée et rebelle ».
Le soleil sans couchant, l'Océan sans reflux.

La République, ils la voulaient terrible et belle,
Rouge et non tricolore, et devenaient très froids
Quant à la liberté constitutionnelle...

Ils étaient peu nombreux, tout au plus deux ou trois
Centaines d'écoliers, ayant maîtresse et mère,
Faits hommes par la haine et le dégoût des Rois.

Ils savaient qu'ils allaient mourir pour leur chimère,
Et n'avaient pas l'espoir de vaincre, c'est pourquoi
Un orgueil douloureux crispait leur lèvres amère ;

Et c'est pourquoi leurs yeux réverbéraient la foi
Calme ironiquement des martyres stériles,
Quand ils tombèrent sous les balles et la loi.

Et tous, comme à Pharsale et comme aux Thermopyles,
Vendirent cher leur vie et tinrent en échec
Par deux fois les courroux des généraux habiles.

Aussi, quand sous le nombre ils fléchirent, avec
Quelle rage les bons bourgeois de la milice
Tuèrent les blessés indomptés à l'œil sec.

Et dans le sang sacré des morts où le pied glisse,
Barbotèrent, sauveurs tardifs et nazillards
Du nouveau Capitole et du Roi, leur complice.

— Jeunes morts, qui seriez aujourd'hui des vieillards,
Nous envions, hélas ! nous vos fils, nous la France,
Jusqu'au deuil qui suivit vos humbles corbillards.

Votre mort, en dépit des serments d'allégeance,
Fut-elle pas pleurée, admirée et plus tard
Vengée, et vos vengeurs sont-ils pas sans vengeance ?

Ils gisent vos vengeurs à Montmartre, à Clamart,
Ou sont devenus fous au soleil de Cayenne,
Ou vivent affamés et pauvres, à l'écart.

Oh ! oui, nous envions la fin stoïcienne
De ces calmes héros et surtout jalouxions
Lers yeux clos, à propos, en une époque ancienne.

Car leurs yeux contemplant de lointains horizons
Se fermèrent parmi de visions sublimes,
Vièrges de lâcheté comme de trahison,

Et ne virent jamais, jamais, ce que nous vîmes.

Les Hommes et...

René Char

PEU après Seals demeurent (1) paraissent, dans leur version définitive, les poèmes du Marteau sans maître (2), qui sont antérieurs au Placard pour un chemin des écoliers (3) et à Dehors la nuit est gouvernée (3), publiés à la veille de la guerre. Le moment est donc venu de jeter un regard d'ensemble sur l'œuvre d'un poète dédaigneux des contrefaçons esthétiques et uniquement désireux de se frayer un chemin dans des contrées vierges.

On pénétre d'emblée au cœur du domaine intérieur de René Char. Quiconque errera à travers ces décombres, ces labours, ces solitudes en friche, ces carrières abandonnées, sous des ciels traversés de nuées ardentes; quiconque longera ces rivages où les mots sont des galets roulés par la vague, fera d'émouvantes rencontres, entre autres celle d'une cueilleuse de mimosa, « pareille à une lampe dont l'auréole de clarté serait de parfum ».

« Audace d'être un instant soi-même la forme accomplie du poème. Bien-être d'avoir entrevu scintiller la matière-émotion instantanément reine ». C'est ainsi que Char affirme le souci d'authenticité qui domine ces recherches et décrit la joie de ces moments de surconscience dont le sentiment de la mort ne parvient pas à entamer la plénitude.

Une langue grave, véhémence, précise, en donnant une structure cristalline parfaite aux produits amorphes et fugitifs de l'activité mentale des zones profondes, leur confère une objectivité concrète, une durable, valeur d'échange. Ainsi le poète s'évade de sa prison, communique avec ses semblables dans le désir, et donne une voix à leur refus de la misère et de l'oppression.

Hâte-toi de transmettre

Ta part de merveilleux de rébellion de bienfaisance.

Effectivement tu es en retard sur la vie

La vie inexprimable

La seule en fin de compte à laquelle tu acceptes de l'unir

Celle qui t'est refusée chaque jour par les êtres et par les choses

Dont tu obtiens péniblement de-ci-delà quelques fragments décharnés

Au bout de combats sans merci

Hors d'elle tout n'est qu'agonie soumise fin grossière.

On ne s'élance pas que Char, ayant pris la part active que l'on sait aux luttes de la résistance, n'ait pas jugé nécessaire d'écrire sur ce thème des poèmes de circonstance. Le mot de libération s'inscrit en filigrane à toutes les pages de son œuvre.

Jean JACQUOT.

Les chemins de la liberté

Les Chemins de la Liberté comporteront trois volumes, dont deux, déjà, sont publiés : *L'Age de raison* et *Le Sursis*. Mais peut-on dire qu'il s'agisse d'un roman-fleuve ? En réalité, les deux parties que nous connaissons n'ont que peu de rapports entre elles. Et si elles sont liées par une certaine unité philosophique, du point de vue de l'art, nous avons à faire à deux œuvres absolument différentes.

L'intention la plus haute de Jean-Paul Sartre, le titre général l'indique. L'homme est-il libre ? Il croit l'être. Mais certains aperçoivent que la quasi-universalité des

LA BONNE DIRECTION

par Maurice NADEAU

Vous souvient-il des temps où nous discutions comment la littérature pourrait servir le mieux les intérêts du prolétariat ? Car, en face des bourgeois et des littérateurs qui proclament fièrement son indépendance, nous n'avions pas de mal à montrer qu'ils en faisaient un instrument de domination supplémentaire, ou au mieux un opium. Quand ils ne salissaient pas le prolétariat, ils l'ignoraient et leurs jeux pouvaient tout au plus distraire une classe que nous voyions rouler à l'abîme. Face à eux n'était-il pas légitime de proclamer que le prolétariat voulait lui aussi sa littérature et qu'au besoin il la ferait lui-même ? Littérature prolétarienne ou littérature de rabcors, on disputait furieusement ces points en des meetings imposants. Heureux temps !

A qui prendrait fantaisie aujourd'hui de ranimer ces débats ? Les jeunes, venus à la vie politique après cinq ans de guerre et d'occupation, soupçonnent-ils même leur importance ? Ou bien, ils détournent leurs forces de la littérature au profit de la politique (et ils ont raison) ou ils s'en remettent aux courants du temps qu'ils suivent plus ou moins aveuglément. Comme il a été impossible de mettre sur pieds une littérature prolétarienne, il sont ou existentialistes ou résistancialistes, ou sur-réalistes. Les meilleurs s'essaient, en poésie par exemple, de créer une « poésie matérialiste » qui doit beaucoup au surréalisme, d'autres enfin ne voient pas de salut ailleurs que dans le courant réaliste issu de Balzac, Victor Hugo

hommes se laisse conduire par ses passions ou par les circonstances : par une fatalité intérieure ou extérieure. Ils s'efforcent alors d'échapper à ce destin en s'affranchissant de leurs impulsions ou de leurs obligations sociales. Mais ce n'est pas là le chemin de la vraie liberté. On ne parvient ainsi qu'à une liberté qui n'est plus qu'une forme vide et sans contenu. Pour être un homme libre, faut s'engager. Mais non pas s'engager une fois pour toutes, et de telle façon qu'on soit ensuite esclave de la décision une fois prise. Le secret de la liberté, c'est un certain forme d'engagement qui n'altère pas l'autonomie de celui qui s'engage, un engagement sans cesse critiqué sans cesse corroboré par le consentement intime de l'individu.

L'Age de raison et *Le Sursis* nous exposent la première face du problème. Nous y voyons Mathieu Delarue relégué au monde extérieur par une habitude charnelle — Marcelle — et par une attirance sentimentale : Ivich. Jusqu'alors, il s'est borné à ne rien mettre de définitif dans sa vie, au prix d'une existence bâtie sur un mensonge perpétuel et inévitable : sa prudence met un fossé entre les autres êtres et lui. Mais, pour précieuses qu'il les veuille, les liens qui l'enchaînent à d'autres êtres n'en pèsent pas moins de tout leur poids sur lui, et menacent même d'engager sa vie entière. Ce qui l'éveille c'est un accident : Marcelle est enceinte. Il lui faut alors prendre une décision : il aperçoit qu'il est parvenu à l'âge de raison, celui où l'on est responsable de l'orientation de sa propre vie. Sa première pensée est pour l'avortement. Et le voilà en quête d'argent pour payer l'opération. Pendant quarante-huit heures, affolé, frappe à toutes les portes, recourt à tous les moyens. Il demande à un jeune gigolo, son élève (il est professeur

Zola, tant il leur semble que des gens qui se bornent à décrire la réalité ne pourront pas leur mentir.

Dans le recul actuel du mouvement ouvrier, à une époque où tout le monde, bourgeois compris, se proclame révolutionnaire pour mieux écarter la révolution des perspectives possibles, il ne servirait à rien de rouvrir la discussion.

Il existe aujourd'hui une littérature dont on ne peut dire si elle est bourgeoise ou révolutionnaire, tant elle a accueilli dans son sein de transfuges (qui n'ont pas tous trahi!), tant elle est le reflet d'une époque chaotique qui marche vers sa fin et vers autre chose. Là aussi les différences de classes ont été brouillées à plaisir, et seuls peuvent se reconnaître dans le tintamarre des théories et des productions qui se proclament à quelques exceptions près « révolutionnaires », ceux qui ne perdent pas de vue que la société doit être transformée, qu'à l'occasion de cette transformation, un homme nouveau doit naître. Tout ce qui, en littérature, nous semble aller dans le sens de cette révolution nécessaire, sera exalté. Tout ce qui par contre tend à nous faire revenir aux idéologies périmées d'une société qui cherche encore à s'aliéner dans les bras de sauveurs religieux ou laïcs, à s'abîmer dans les mystiques réactionnaires familiales et chauvines, qui, en un mot, n'a d'autre but que d'abaisser l'homme en le méprisant, sera par nous, impitoyablement dénoncé. C'est pour le moment tout ce que nous pouvons faire. Nous le ferons.

de philosophie), de les emprunter à sa maîtresse, il vole. Mais lorsqu'il arrive chez Marcelle avec l'argent, elle le lui jette au visage. Il a voulu la traiter comme un moyen, il n'a pas eu égard à sa personnalité, et le mensonge a présent se découvre : il veut supprimer l'enfant, cette circonstance extérieure qui le gêne, pèse sur lui. Elle veut le garder, car il est déjà un élément de son destin. Elle épousera un ami de Mathieu, et celui-ci aura la conscience en repos : le voici dégagé de cette habitude charnelle qui, sans qu'il en eût conscience, lui était toute vraie liberté.

Dans *Le Sursis*, nous le verrons, sous le coup de la crise de Munich, lorsqu'il croit que la guerre va surgir et l'absorber, compléter sa libération en abandonnant Ivich : la fatalité intérieure de la passion cède à son tour devant l'imminence de la mort, ou du moins du danger de périr. Il est prêt désormais pour la suprême aventure. Toutes ses chaînes sont tombées, il est comme un prisonnier remis en liberté : libéré, et non libre, car il ne sera libre que s'il sait faire un bon usage de sa liberté, un usage qui ne l'aliène pas de nouveau, et qui, non plus, ne le laisse pas à l'état de moule vide et vain. Saura-t-il donner un sens, une valeur à sa liberté ? C'est vraisemblablement ce que nous apprendra le troisième volume.

Les deux premiers, nous l'avons dit, sont très différents l'un de l'autre. *L'Age de raison* est de formule strictement classique. Et si les aventures de personnages secondaires sont parfois longuement retracées, on finit toujours par apercevoir qu'elles ne servent pas seulement à enrichir le sens philosophique de l'œuvre en nous montrant comment

... leurs Œuvres

divers types d'hommes réagissent devant le problème de la liberté : elles aboutissent toujours à aiguiller l'intrigue principale sur la voie où elle rencontrera son dénouement. *L'Age de raison* est un roman organisé autour d'une figure centrale comme tous nos grands romans français. Il est d'ailleurs à tous égards dans la tradition — et le plus souvent dans la bonne tradition. Nous ne ferons pas ici le tableau des analogies — parfois des influences — qu'on peut y relever.

Nous avons signalé ailleurs que Mathieu est parent du Frédéric Moreau de Flaubert : celui-ci aussi a un enfant d'une maîtresse qu'il n'aime pas : il est lui aussi coupé du monde ; ajoutons qu'il est également sollicité par l'action politique, mais Mathieu est sollicité du dehors, par un ami communiste (qui d'ailleurs lui proposerait normalement, non d'entrer dans le parti, mais de signer un manifeste, d'assumer quelque tâche à la Maison de la Culture), tandis que Frédéric se jette temporairement dans la propagande républicaine de 1848. On pourrait allonger cette liste, car l'un et l'autre sont des âtres veules, et leurs réactions devant la vie ont nombre de points communs.

Notons encore une influence très visible du Gide de *Paludes* (comme le philosophe Alexandre, Mathieu, lorsqu'il répond, on ne comprend plus sa propre question. Et on retrouve dans *L'Age de raison* la substance du raisonnement d'Alexandre : « Ce que vous appelez acte libre, ce serait, d'après vous, un acte ne dépendant de rien ; suivez-moi ; détachable — remarquez ma progression : supprimable, — et ma conclusion : sans valeur », ou des *Faux-monnayeurs* (le vol de livres). D'autre part, *Les Chemins de la Liberté* semblent ressortir à un néo-réalisme et à un néo-naturalisme. Avec d'ailleurs, les mêmes réactions bourgeoises : on s'indigne de l'avortement comme, au siècle dernier, des aventures amoureuses de Mme Bovary, ou de certaines scènes de *L'Assommoir* ou de *Nana*. Quant à nous, la nature vue à travers une philosophie nous paraît aussi valable que la nature vue à travers un tempérament. D'ailleurs les deux formules ne sont-elles pas quelque peu équivalentes ? La seule chose que nous reprocherions à Sartre, c'est, outre quelques fautes de français (1), de ne pas caractériser suffisamment ses personnages par leur style, et notamment par leur argot. Quant aux mots grossiers, il ne faudrait pas oublier qu'ils glissent peu visibles dans la conversation de ceux qui les emploient, et qu'imprimés ils prennent une valeur excessive.

Si *L'Age de Raison* est un excellent roman où Sartre pose à son tour le problème des relations de l'individu avec ses contemporains (observons d'ailleurs que l'adaptation du héros se trahit précisément par le fait qu'il ne fréquente guère que des êtres beaucoup plus jeunes que lui : il y aurait là une matière curieuse à commenter), *Le Sursis* est d'une toute autre veine. Œuvre de virtuosité plutôt que grande œuvre. Mais d'une extraordinaire virtuosité, et qui, bien qu'on sente l'auteur toujours trop présent par la présence trop constante de sa technique, finit par émouvoir profondément. C'est une tentative de contrepoint unanimiste menée avec des procédés empruntés à Dos Passos et à Faulkner (notamment au Faulkner de *Le Bruit et la Fureur*). Il y a là, dans l'atmosphère des journées qui précèdent Munich, dix actions qui eussent formé la matière d'un excellent recueil de nouvelles. Mais ces actions sont étroitement imbriquées l'une dans l'autre, la communauté d'atmosphère est sans cesse rappelée, fût-ce par un membre de phrase évoquant l'une des intrigues au milieu du récit d'une action étrangère. Ainsi est peinte la France de cette semaine pesante, cette France qui accepta avec un lâche soulagement un sursis qui n'était dû qu'à une démission. Mais le sursis était donné aux hommes aussi, pour leur laisser la chance de reprendre conscience d'eux-mêmes, de reprendre la direction de leur destin. *La dernière chance*, tel sera précisément le titre du dernier volume des *Chemins de la Liberté*.

Yves LÉVY.

(1) *convenir* construit fautiveusement avec *avoir* (I, 16, 35, 75, II, 17, 46, 98, 336) et *partir* construit avec *à* (I, 83 ; II, 318, 349).

Le chirurgien et son métier

DU chirurgien, fauteur de vie ou de mort, nous exigeons communément trop et trop peu à la fois. L'image que l'on se fait de cette profession est assez trompeuse, esclave des schémas et des passe-partout. D'où le succès démagogique d'œuvres à slogans simplistes, où les critiques amères et déplacées s'allient à un conformisme primaire.

C'est en l'opposant bien des fois à Corps et Ames, roman non vécu de Maxence Van der Mersch qu'on lira le recueil solide de René Leriche, La chirurgie à l'ordre de la vie (1). C'est toute la chirurgie et l'art de la recherche contés par un homme aux dons exceptionnels, un des meilleurs parmi les grands esprits de notre époque, un maître de la chirurgie physiologique.

Ce n'est pas en critiquant une caricature du médecin d'aujourd'hui ou en reniant tout l'héritage du passé qu'on créera la médecine de demain. Et ce n'est pas un effet du hasard si Van der Mersch, misanthrope sans grandeur, est en politique un réactionnaire, plus à l'aise à l'ombre d'un bénitier que dans la lumière crue mais véridique de l'expérimentation.

Il faut suivre pas à pas avec Leriche, la genèse et l'évolution des tissus, les problèmes humoraux auxquels se heurte sans cesse la médecine contemporaine, la pathologie nerveuse qui conditionne cette chirurgie conservatrice dont l'avenir est encore si obscur aux yeux des plus savants, cette chirurgie du système végétatif qui n'en est encore qu'à ses premiers balbutiements. Mais quelle satisfaction pour l'esprit du chirurgien (et pour le corps de son opéré) lorsqu'au lieu de couper et d'enlever un colon trop développé, il arrive à guérir une constipation rebelle en sectionnant un mince jilet sympathique ! Comme il est plus beau de produire de grands effets par un petit acte chirurgical peu traumatisant et en apparence modeste, que de pratiquer celle « chirurgie foraine » d'évères, ces ablations de tumeurs monstrueuses qui chatouillaient délicieusement la vanité des ancêtres de la chirurgie actuelle.

René Leriche met le doigt sur le point faible du chirurgien praticien, trop épris de ses mains et trop dédaigneux de son cerveau.

Comme tous les précurseurs, il a peut-être trop de dilection pour le chercheur de l'avenir, et néglige un peu la chirurgie prudente, routinière et bornée, mais combien nécessaire, du praticien moyen. C'est un éveillé de grands esprits qui parle plus pour les aristocrates de la profession que pour le menu peuple des artisans de la chirurgie et de la médecine. Ce qui ne l'empêche pas toutefois de se pencher plus humblement sur des problèmes pratiques, sur les lacunes de l'enseignement actuel, sur la nécessité d'études supérieures spécialisées pour l'aspirant chirurgien, d'un stage obligatoire à l'étranger, d'une coordination meilleure et internationale des points définitivement acquis de la chirurgie moderne.

Quelle que soit la profession qu'on exerce, on apprendra à bien penser et à séparer le solide du clinquant, en lisant ces « Portraits et souvenirs » sur Lister, créateur de l'asepsie ; sur Antonin Poncet, qui fit accepter, après des années de lutte, sa conception encore actuelle du rhumatisme tuberculeux ; sur Albin Lambotte, ce modeste initiateur d'une chirurgie minutieuse et douce ; sur Charles Nicolle, l'animateur de l'hôpital Sadiki, le vainqueur du typhus et l'auteur prophétique du Destin des maladies infectieuses ; sur William Halsted, qui le premier utilisa les gants stériles au cours de l'acte opératoire, et apprit à ses contemporains et successeurs que la patience et la

probité du geste valent mieux que les jeux de mains même prestigieux : sur Harvey Cushing, à qui la chirurgie nerveuse et l'endocrinologie chirurgicale doivent tant ; enfin et surtout sur Claude Bernard, le prince de la recherche expérimentale, le génial simplificateur de la biologie, qui mit le doute scientifique à la place d'honneur où Descartes avait mis le doute philosophique.

Mais le principal mérite de René Leriche est, peut-être, de faire comprendre à son lecteur que la science véritable, loin de s'attarder aux détails, se fonde sur une robuste simplicité.

Pascal RABUTIN.

(1) O. Zeluck, édit. 1945.

Théorie de l'Orientation Professionnelle

Pierre NAVILLE (N.R.F.)

Voici un livre qui demande à être lu et médité par tous ceux qu'intéresse le problème du travail. Il ne s'agit pas d'un ouvrage de vulgarisation des théories officielles, car il y a en cette matière comme ailleurs une orthodoxie. Naville, fort d'une pratique qui l'autorise à faire de la théorie, reproche à cette orthodoxie d'ignorer l'aspect social d'un problème que l'on prétend exclusivement psychologique ou psycho-technique. Des formules qui consistent à dire qu'il s'agit d'adapter le travail à l'homme et non pas l'homme au travail sont fort belles... en théorie. Répondent-elles à la pratique et peuvent-elles y répondre ? En fait, ce que l'on demande à l'heure actuelle aux psychotechniciens de l'orientation professionnelle, c'est de favoriser le recrutement d'une main-d'œuvre adaptée aux besoins du marché du travail et aux caractères de la division du travail social. Un certain personnelisme oublie trop les diverses contraintes du milieu social capitaliste dans lequel nous continuons à vivre. S'agit-il de dire que demain, dans une société nouvelle, tout cela sera changé de fond en comble et que la formule personneliste aujourd'hui sans rapport avec la réalité, viendra s'y inscrire tout naturellement. Naville en doute, et il expose les raisons de son doute. On trouvera, en particulier, une critique très serrée de la notion d'aptitude naturelle et innée que l'auteur n'hésite pas à rapprocher du concept théologique de la vocation.

Pas un instant l'auteur, qui est marxiste en sociologie économique et de behavioriste en matière de psychologie, n'oublie qu'il est avant tout orientateur parlant de son métier. Il faut louer cette honnêteté intellectuelle, même si tel ou tel détail de l'argumentation est discutable.

A. P.

Notes brèves

LE PAYS SANS ÉTOILES de Pierre Véry. — Un roman intéressant et par surcroît écrit avec verve. Les scènes poignantes, des passages délicats. Un roman policier dans l'au-delà. Au delà du roman policier. (Éditions Maréchal, collection Edgar Poe, un vol. : 60 francs.)

LE CHEMIN DU SOLEIL d'Anne-Marie Monnet. — Ce méchant ouvrage a obtenu le Prix Femina. L'histoire, en elle-même n'est pas sans intérêt, malheureusement Mme Monnet fait parler à ses paysans savoyards un langage qui rappelle le style du maître à écrire dans le Bourgeois Gentilhomme : « L'Amour vos beaux beaux yeux mourir me font, marquise... Et le reste du texte ne vaut pas mieux. A ne pas laisser entre toutes les mains, les enfants sont devenus si ignorants en matière de syntaxe. (Éditions du Myrthe, un vol. : 120 francs.)

L'AINÉ DES FERCHAUX, par Simonon. — Que nous voilà loin des récits d'aventures que l'auteur publiait chez Fayard, sous les noms de Georges Sim et de Christian Brulls. Et même de Maigret. Il n'y a pour ainsi dire plus de crime, ou tout au moins de recherche du criminel. Un essai de sondage psychologique des personnages, la même lassitude de la vie monotone jusque dans l'aventure. Comme tous les Simonons, l'ainé des Ferchaux se lit tout seul. (Gallimard, éditeur, un vol. : 135 francs.)

Ralph MESSAC.

Livres d'Hier et de Demain

Paul MORELLE :

...ET CIE

de Jean-Richard BLOCH

Ce roman de Jean-Richard Bloch, qui a été écrit en 1914, fut publié en première édition au mois d'août 1917 ; alors que l'auteur se trouvait sur un lit d'hôpital. Il en recommande la seconde qui date de 1925, comme plus conforme à ses véritables intentions.

Oh ! le vilain mot, et comme il vous sent le roman à thèse, „ Le Feu ” de Barbusse et „ Le Disciple ” de Bourget, le collet-monté des opinions solidement assises ou acquises, sur la politique, la morale et la religion d'un siècle commençant et d'une civilisation alors à l'apogée de sa gloire.

Eh bien, malgré les exemples de Barbusse et Barrès, malgré Romain Rolland et malgré Bourget, nous ne nierons pas que „ Et Cie ” soit un roman à thèse.

Car tant vaut le roman vaut la thèse. Et l'important n'est-il pas qu'à lire le roman, on ne sente la thèse qu'une fois le livre refermé.

C'est le cas pour cette histoire d'une famille juive alsacienne que la défaite de la France en 1871 met en demeure de choisir entre l'exode et l'exil, ou la collaboration commerciale avec le roi de Prusse, car les Simler sont gros tisseurs et fabricants de drap. Les Simler sont parents des Blum et alliés des Stern. Vous voyez que ce roman ne manque pas d'une certaine férocité... naturaliste ! Tout ce monde se réunit donc dans la fabrique du père Simler pendant que les deux fils, Chosef et Guillaume, vont vers l'ouest, à la recherche d'une usine. Ils en découvrent une à Vandœuvre, pays lainier, pour l'achat de laquelle ils mettent toute la famille sur la paille... et même plus.

Cependant grâce à la ténacité de tous, à la solidarité aussi — l'auteur ne le cache pas — qui joue entre les Stern, les Blum et les Simler, l'entreprise réussit. Symbole de la nouvelle industrie, audacieuse et ambitieuse, l'énergie de la famille Simler absorbe peu à peu les activités routinières des vieilles familles de Vandœuvre, dont les fils les meilleurs sont paralysés par quelques gouttes de syphilis dans le sang, ou dont les filles les plus sérieuses ont comme plusieurs siècles de civilisation à fleur de peau qui les écorchent.

Cependant la montée des Simler connaît, elle aussi son terme. Engourdie par l'argent, la société Simler ne sera bientôt plus que „ Et Cie ” et dégènera avec ses fils. C'est ce qu'un cousin Stern, revenu d'Amérique diagnostiquera devant l'un d'eux, sans que l'on sache si son appel sera entendu en faveur d'une vie de liberté et de passion.

Quoi qu'il en soit, l'industrie est mûre pour le règne du capitalisme, lequel, à son tour, est en passe de s'éteindre après avoir connu son apogée.

Que cela fasse penser au rocher de Sysiphe et à l'absurde d'un éternel recommencement, cela est possible... Il n'en court pas moins, dans tout le roman, un salutaire amour de l'humanité. C'est comme une solution toujours proposée, une perche tendue à l'homme pour se sauver. Joseph ne la saisit pas lorsqu'une idylle le rapproche de Mlle Hélène Le Pleyrier, la „ Goy ”. Mais son fils en qui survit sa tentation, la prendra peut-être. Et s'il ne profite pas de l'occasion qui lui est offerte, en la personne de sa cousine ou de quelque autre, un de ses fils finira bien un jour par s'en emparer et en jour.

Telle est la thèse de ce beau et puissant roman où à côté de scènes de famille d'une variété cruelle, l'on trouve des phrases comme celle-ci :

« Voilà pourquoi je savais qu'on serait battu par les Allemands qui sont un peuple jeune, et pour-quoi les Allemands seront battus par les Américains qui sont encore plus jeunes ».

Aussi je me suis laissé surprendre à penser qu'un tel roman, avec sa violence satirique et sa clarté d'exposition pourrait être écrit de nos jours. Mais devant les conséquences de sa publication, les tollés qu'il ne manquerait pas de soulever, peut-être même de la part de celui qui fut son auteur en 1914, j'ai préféré croire qu'il ne s'agissait que d'un rêve.

Revue des Revues

« Le Temps Modernes »

On a parlé — légèrement ou hypocritement — de résurrection de la Nouvelle Revue Française. Or, il suffit de lire les deux premiers numéros des Temps Modernes pour voir qu'il ne s'agit en aucune façon d'une telle résurrection. En même temps que la littérature, c'est sa revue que Sartre engage et il lui donne une cohérence doctrinale, philosophique et littéraire absente totalement de l'ancienne N. R. F. qui ne fut jamais sérieusement la revue d'une équipe.

L'existentialisme est à la mode et la critique n'est même jamais tombée aussi bas qu'à son sujet. M. Henri Jeanson qui, il y a quelques mois, prenait le parti de Sartre ne lui attribue généreusement aujourd'hui plus qu'une « manière » de chef-d'œuvre, Le Mur, mais en contre-partie le monstrueux orgueil de se comparer au grand Zola. Certaines petites sottises paraissent un peu partout dans des hebdomadaires, où l'on salit les hommes pour essayer d'atteindre l'œuvre.

L'existence même de telles critiques prouve la vitalité et la « réalité » de la philosophie sartrienne. La revue qui paraît maintenant permettra progressivement — aux lecteurs, mais aussi certainement aux auteurs — de préciser certains points et surtout, c'est ce qui nous intéresse le plus ici, en particulier la position éthique, politique, historique de l'existentialisme.

Les articles de Merleau-Ponty : La querelle de l'existentialisme (n° 2), de Claude Lefort : L'analyse marxiste et le fascisme (n° 2), les articles plus près de l'actualité de Jacques Aron dans les numéros 1 et 2 sont à ce sujet particulièrement intéressants.

Les auteurs, avec Simone de Beauvoir dans « Idéalisme moral et réalisme politique » ont souci de concilier leurs conceptions de la liberté avec le marxisme qui aurait, de la part des marxistes, subi selon eux, une déviation exagérément déterministe.

Par ailleurs on nous révèle un chef-d'œuvre du romancier noir américain Richard Wright : Le jeu dans la nuée.

Cette nouvelle et les « manifestes » de Sartre sur la littérature contemporaine suffisent certes à assurer la classe littéraire d'une revue où nous avons cependant à regretter l'insignifiance — insupportable en telle compagnie — du texte de Ponge (n° 1), de la nouvelle de Violette Le Duc (n° 2) et du pastiche sans saveur commis par Scipion sous le titre spirituel : « Suzanne et le pacifiste ».

Il faut signaler une étude précieuse de René Leibowitz sur la musique, commencée dans le n° 2.

G. MARESTER.

« Maintenant »

Tout est à refaire dans le domaine de la littérature prolétarienne et « Maintenant », cahier de littérature et d'art, publié par les éditions Grasset, offre à ce sujet un intérêt certain, ne serait-ce que par la très belle nouvelle équatorienne de HUBERTO SALVADOR, Les travailleurs (traduction PILLEMENT), et les textes sobres et directs de l'ouvrier charpentier LALÈRES.

Le PARDON de Madame RATHENAU

Récit de G. W. HERALD

Je rencontrai Tessier en février 1940, peu après mon entrée à la Légion. Il était alors adjudant dans un des forts des confins de la frontière libyenne. Le chef de ce poste éloigné, un capitaine, avait un défaut de prononciation, ce qui faisait qu'effectivement, Tessier commandait. C'était un homme grand, élancé, avec des mâchoires brutales et de ténébreux yeux gris. Ce qui frappait, c'était sa voix, haute et douce, comme celle d'un prêtre, et son attitude faite de politesse ironique. Il parlait l'allemand et le français sans le moindre accent, et attribuait cette facilité à son origine suisse. Parfois, il oubliait son attitude, sa politesse, et nous injuriait de la façon la plus grossière. Ensuite, il regrettait ces écarts. Nous nous creusions la tête pour percer le mystère qui l'entourait... Un jour, Tessier fit venir de leur camp, des réfugiés juifs pour une partie de bridge. Il était excellent joueur. Pour qu'il gardât sa bonne humeur, nous le laissâmes gagner, mais cela ne dura pas. Après quelques parties, il s'arrêta brusquement, jeta les cartes sur la table et dit d'une voix grave et sérieuse, comme s'il se confessait : « Il y a une chose dont je suis sûr, vous autres, vous êtes persuadés que je vous déteste. Mais cela n'est pas ! J'aime tous les Juifs. Selon moi, ils sont l'un des peuples les plus fins et les mieux doués du monde ! »

A notre grand étonnement, il nous exposait longuement ses idées et ses opinions sur l'histoire, la littérature et l'art juifs, dévoilant plus de savoir que qui ce soit parmi nous. Mais ce n'est pas tout. Lorsqu'il apprit qu'un de nos compagnons était Ullmann, qui, avant la guerre, avait acquis une certaine réputation de caricaturiste à Paris, il le chargea de décorer le mess des officiers dans le style d'un club de nuit. Et notre petit camarade Gerson, au civil professeur de langues orientales, devint son maître d'hébreu. Il fut stupéfait en constatant que son élève possédait cette langue et cherchait uniquement à s'y perfectionner.

Le cas Tessier nous intriguait de plus en plus. Comment cet aventurier qui jurait parfois comme un gangster, était-il devenu un fervent du judaïsme ?

Vint une minute que je n'oublierai jamais. J'avais amené au bridge de Tessier un vieil ami qui, nouveau venu au Fort Flatters, se présenta de la sorte : « Léonard Rathenau, mon adjudant-chef ».

Tessier bondit de son siège.

« Rathenau ? Etes-vous peut-être apparenté à l'homme l'État allemand défunt ? »

« Oui, je suis son neveu », répondit mon ami.

Il y eut un silence terrible. Dans le visage de Tessier, pas un muscle ne bougeait. Il devint pâle comme la mort. Après un long moment il dit :

« Rathenau, je dois vous dire une chose : l'un des meurtriers de votre oncle est devant vous ».

« Que dites-vous ? », demanda mon ami, croyant avoir mal entendu.

« J'étais l'un des trois hommes qui tuèrent votre oncle. C'était le 24 juin 1922, dans la Kohnigsallee, à Berlin » dit Tessier en allemand, — et il ajouta : « Mon vrai nom est Ernst-Werner Techow ».

Nous nous assimes, muets et bouleversés. De lointains souvenirs surgirent devant nos yeux...

Entre temps, l'adjudant cherchait dans son secrétaire de quoi prouver son identité. Finalement, il en sortit

un bout de papier jauni, couvert de quelques lignes d'une écriture. C'était une lettre de Mme Rathenau, écrite le lendemain de l'assassinat de son fils, à la mère de Techow. — « Pleine de compassion inexprimable, écrivait-elle, je vous tends la main, à vous, la plus pitoyable des mères. Dites à votre fils — et ceci est dans l'esprit du défunt — que je lui pardonne, comme Dieu veuille lui pardonner. Qu'il avoue franchement devant le juge terrestre, et qu'il se repente devant le juge céleste. S'il avait connu mon fils, homme noble entre tous, il aurait plutôt retourné son arme contre lui-même. Que ces lignes vous rendent la sérénité. — Mathilde Rathenau. »

(On sait que les deux autres meurtriers de Rathenau, Kern et Fischer, se suicidèrent quand ils se virent capturés par la police. Techow, âgé de 21 ans, fut livré à la justice par sa propre famille.)

Techow, alors, nous conta son histoire. En 1927, vu sa bonne conduite, il fut libéré et entra peu après à la Légion. Au Maroc, en Syrie, en Indochine, il fit une rapide carrière. En 1934, il fut naturalisé Français et bientôt décoré de la médaille militaire.

« Voyez-vous, Rathenau, dit Techow, cette lettre est mon bien le plus précieux. Elle m'a ouvert un monde nouveau. En prison déjà, je commençais à étudier les livres de votre oncle, l'un après l'autre. Plus tard, à la Légion, dans mes loisirs, je continuai à m'initier au problème juif. En Syrie, j'appris l'hébreu. Je constatai que les nazis, dans le dessein de justifier leurs excès, avaient faussé les faits concernant les Juifs. Je sais la force des instincts barbares des nazis ; moi-même, hélas ! j'en étais possédé. Pendant dix-huit ans, j'ai lutté contre ce mal. De même que Mme Rathenau s'est domptée en écrivant cette lettre à ma mère, de même j'ai essayé de me dominer moi-même. J'ai toujours désiré une occasion de réparer mes torts. »

L'adjudant se tut. Son visage, éclairé par la lueur de la bougie, semblait avoir perdu toute brutalité. Soudain, il eut l'air vieux et las. Nous n'avions plus rien à dire. Rathenau serra la main de l'assassin de son oncle. Nous rentrâmes dans notre tente.

En février 1941, je rencontrai de nouveau Techow, à Marseille. Il était vêtu comme un débardeur et m'invita à boire un verre. Visiblement, il était déguisé. Je savais déjà qu'il agissait comme observateur pour une puissance ennemie de l'Allemagne. Il me demanda : « Connais-tu quelques Juifs qu'il faudrait tirer d'affaire ? Car je peux procurer des visas de sortie, des permis pour Casablanca, etc. Et surtout, je fais passer les gens en Espagne ». Je répondis que j'en connaissais en effet, mais que c'était sans doute une affaire d'argent. Il me dit de ne pas m'occuper de cela. « Celui qui est riche peut payer. Mais pour un riche que j'aide, je fais passer trois hommes sans le sou. »

Mes recherches me prouvèrent que Techow avait déjà sauvé plus de 700 réfugiés. A Marseille, on le nommait le « Comité à un homme ». On prononçait son nom avec beaucoup de respect.

Ainsi, le pardon de Mme Rathenau a porté ses fruits. Le premier Allemand qui assassina un Juif à cause de sa race, fut le premier qui tenta de racheter sa faute.

(Extrait de la *Judische Wochenscheu*, Argentine, septembre 1945.)

LES BOUCHES INUTILES

de Simone de BEAUVOIR

Lorsqu'on pense à la pièce de Simone de Beauvoir, on est frappé par la beauté dramatique du sujet. Pour avoir voulu se libérer d'un gouvernement despotique, une commune du Moyen-âge, Vauxelles, est assiégée par son ancien seigneur qui veut la châtier. Un seul espoir subsiste, le secours d'un souverain étranger qui mettra l'assiégeant en déroute. Mais l'aide ne viendra pas avant trois mois, et pour tenir trois mois dans une ville où règne la famine, le conseil des échevins choisis par le peuple, prend la décision de chasser les « bouches inutiles », tandis que les hommes attendront seuls la libération. Au dernier moment, cependant, un revirement se produit : les forts renoncent à faire périr les faibles, et acceptent la mort commune.

On ne peut s'empêcher de penser à tous les grands effets dramatiques qu'offrirait le sujet, et que l'auteur n'a pas voulu ou pas su nous donner. La pièce dramatique, ce serait l'horrible évolution qui prendrait place dans le cœur des forts, qui les conduirait à rejeter avec une impitoyable violence les êtres qu'ils aiment hier d'une tendresse infinie, mais qui leur sont aujourd'hui devenus odieux en tant que « bouches inutiles » qui mangent leur pain et pompent leur sang. Ce serait le drame épique et odieux qui bouleverserait la vie de la cité en révélant dans tous les cœurs des abîmes insoupçonnés. Ce serait le conflit des sexes, où les hommes, les dents serrées, sacrifieraient ce qu'ils aiment, où les femmes pareilles à des bêtes blessées, se révolteraient en déchirant ces êtres impassibles qui les sacrifient. Ce serait sans doute aussi le cri et la révolte des hommes — il devrait tout de même s'en trouver — qui aimeraient mieux mourir plutôt que de sacrifier le doux visage qu'ils aiment, la voix tendre qui les implore, l'enfant qu'aucun autre ne pourra remplacer. Ce serait enfin la plainte des femmes, ce long chant du cygne de celles qui vont mourir dans l'angoisse de l'inconnu, dans la détresse d'être livrées par ceux qui devaient les sauver.

C'est ce drame du sang, de la poésie et des larmes que j'avais imaginé en pensant au sujet de Simone de Beauvoir, c'est tout ce qui y repose de façon latente, et que la pièce nous refuse, car au lieu de nous laisser bouleversés et pantelants, comme au sortir d'un grand drame humain, l'œuvre nous laisse la saveur froide et décevante d'une leçon de morale manquée.

Le désastre de cette pièce est qu'elle est une pièce à thèse. La pièce à thèse est à la mode, surtout quand la thèse est « l'existentialisme », mais cela ne change rien au fait fondamental et toujours vérifié qu'une pièce à thèse ne tient pas debout, et qu'une pièce « existentialiste » n'a pas plus de vie qu'une pièce de Dumas fils. Et puisque les auteurs ne sont pas guéris de cette maladie, il faut bien répéter les vérités élémentaires : un auteur de théâtre doit d'abord penser ses personnages, être habité par leur présence vivante ; il ne doit pas d'abord penser des idées et les faire réclamer par des personnages créés artificiellement aussi froidement inanimés que les allégories du Moyen-âge. Shakespeare ou Molière pensaient des hommes avant de penser des idées, et ils créaient Shylock ou Tartuffe. Quand l'homme était créé, le problème se posait de lui-même, car partout où il y a un homme vivant il y a des problèmes. Malheureusement, la réciproque n'est pas vraie, et il ne suffit pas de créer la thèse pour créer l'être vivant. Écrire une pièce à thèse, c'est agir comme un savant qui créerait une théorie avant de regarder les faits, et qui inventerait après coup ou

même déformerait des faits réels pour justifier sa théorie.

C'est ce que fait Simone de Beauvoir pour démontrer la vigueur de la théorie « existentialiste », en allant chercher des exemples dans la vie du Moyen-âge. Malheureusement, comme les gens du Moyen-âge ne semblent pas connaître « l'existentialisme », elle est obligée de déformer les faits, d'ôter à ces hommes ce qui les caractérise, c'est-à-dire le sens religieux et le sens féodal. Mais ces personnages déracinés sont de faibles soutiens dramatiques. Leurs répliques sonnent faux, et chacun de leurs gestes est un geste de mélodrame, et cette froideur et cette maladresse dramatiques nous laissent le loisir d'examiner la thèse et d'en chercher les points faibles.

Voici la thèse : Un peuple se révolte au nom de la liberté et de la justice. Se rendre, c'est accepter la tyrannie. Périr, c'est condamner à la mort et à l'oubli l'avenir révolutionnaire. Il faut donc éliminer les plus faibles pour que les forts survivent et transmettent le flambeau. Mais ceci est une injustice, un acte immoral : si le gouvernement lui-même ordonne cet acte injuste, comment pourrait-il empêcher les crimes des individus, et s'il sacrifie la justice, que lui restera-t-il à sauver ? La ville toute entière risquera donc, son destin en une tentative sans issue : tous y périront, mais ensemble, et le résultat n'a plus d'importance : « Puisqu'ils ont accepté de mourir dans leur chair afin de vivre en esprit, le hasard des événements n'a plus de prise sur eux : qu'ils réussissent ou qu'ils échouent, ils font triompher cette liberté pour laquelle ils luttent : ils sont vainqueurs... »

Après une affirmation aussi catégorique, il conviendrait de se taire, mais... Le « mais » fatal du doute et de l'incrédulité s'impose, et les questions indiscrètes montent aux lèvres : Si dans Vauxelles on lutte vraiment pour la liberté et la démocratie, pourquoi les drames exposés sur scène ne se jouent-ils que chez l'élite aristocratique de la ville, alors que le peuple se tait et reste amorphe ? Si l'esprit de violence est vraiment apporté par la décision du conseil, pourquoi les méchants sont-ils pervertis avant cette décision ? Comment peut-on aussi avoir confiance dans la sagesse d'un Louis d'Avesne qui ne sait même pas gouverner ses enfants, ou dans l'honnêteté d'un Van der Welde, qui sacrifie les femmes des autres, mais veut dérober par fraude sa fiancée au péril ? Enfin, comment peut-on admettre qu'il n'y ait pas un seul homme de Vauxelles qui proteste contre le sacrifice des faibles ? L'auteur nous dit qu'ils ont confiance dans la sagesse de leurs échevins. Mais confiance et soumission ont des bornes. Le silence des hommes ne s'explique que dans une dictature. Ces têtes courbées, ces bouches muettes, ces regards fuyants, ce revirement final opéré au commandement donnent une fâcheuse couleur au gouvernement de Vauxelles. Et lorsqu'un champion des faibles s'élève, c'est précisément le seul homme qui n'a pas péché dans Vauxelles révoltée : est-ce donc l'esprit révolutionnaire qui a tue le cœur des hommes ?

Ainsi, par maladresse théâtrale, l'auteur arrive à suggérer au spectateur l'inverse de ce qu'elle voulait démontrer, et l'on sort, non pas convaincu, mais hostile, et prêt à écrire en tête de la dissertation qu'est cette pièce : « Bon sujet, bien compris, mal traité. A refaire. »

Suzanne ANDRÉ
Décembre 1945.

Bref memento des Spectacles Parisiens

AUX AMBASSADEURS, « LE FLEUVE ÉTINCELANT » de Charles MORGAN, pièce noble et élevée, dans son style et dans les sentiments de ses personnages, n'est nullement ennuyeuse et comporte des passages émouvants.

L'ATELIER reprend « LES FRÈRES KARAMAZOV », tentative assez habilement menée d'endiguer en 5 actes le torrentueux chef d'œuvre de DOSTOÏEVSKY. Une belle artiste Maria CASARÈS. Un comédien intéressant : DUFILHO. Comme toujours chez BARSACQ, travail soigné et intelligent.

A L'ATHÉNÉE : « LA FOLLE DE CHAILLOT », commence une carrière qui promet d'être longue et heureuse. GIRAUDOUX, JOUVET, MORENO, et le reste à l'avenant.

Au Théâtre HÉBERTOT, alternance de « CALIGULA », œuvre de belle tenue conçue par Albert CAMUS, un des êtres les plus intéressants de la génération montante, et du « COCŪ MAGNIFIQUE ».

A MONTPARNASSE, « LORENZACCIO », découpé à la façon BATY.

SARAH-BERNHARDT offre, assaisonné par Charles DULLIN, un plat de petite histoire « LE SOLDAT ET LA SORCIÈRE ». Décors, costumes et surtout interprétation consolent de voir les grosses ficelles qui attachent les scènes entre elles.

Le STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES donne une des meilleures pièces du moment : « LA MAISON DE BERNARDA », du poète espagnol F. GARCIA LORCA.

Jean VILAR a fait don au THÉÂTRE DU VIEUX COLOMBIER d'un spectacle de haute tenue « MEURTRE DANS LA CATHÉDRALE ».

LE THÉÂTRE VERLAINE, dernière née des scènes parisiennes, a repris « JEANNE AVEC NOUS », de Claude VERMOREL.

LA COMÉDIE FRANÇAISE fait beaucoup parler d'elle en ce moment. Malgré une troupe un peu clairsemée de bons spectacles, où alternent MOLIÈRE, MUSSET, MAURIAC. Sans oublier une excellente adaptation d'« ANTOINE ET CLÉOPATRE », de SHAKESPEARE par André GIDE.

Pour l'ODÉON, menacé d'être réduit à l'état de vassalité, il continue à être égal à lui-même, en attendant mieux.
Jean FLORY

SPARTACUS

Victor SERGE : 16 Fusillés	20
ROSMER et MODIANO : Unión Sacra 1914	20
Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe	24
Marceau PIVERT : Quatre discours et un programme	20
Jean PRADER : Au secours de l'Espagne socialiste	20
A. et D. PRUDHOMMEAUX : Catalogne 1936-1937	16
Marcel OLLIVIER : Les Journées sanglantes de Barcelone	10
P. LAPEYRE : Révolution et Contre-Révolution en Espagne	10
Henri DOLLET : Vive l'Unité !	10
Jacques PERDU : Fascisme ou Socialisme ..	15
Marc BERNARD : Les Journées ouvrières des 9 et 12 février 1934	40
Rosa LUXEMBOURG : La Commune de Berlin	30
Katia LANDAU : Le Stalinsme en Espagne ..	24

Il reste peu d'exemplaires de ces deux dernières brochures. Elles seront exclusivement réservées aux souscripteurs d'une collection complète.

Envoi franco de port. — Adresser commandes et fonds à J.-R. Lefeuve, 15, rue de la Huchette, Paris (5^e).

C. C. Postaux : Paris 633-75.

La Revue Internationale

Editions du Pavois, 3, av. Sully-Prudhomme, Paris (7^e)

Les fondateurs de cette revue se réclament du matérialisme dialectique, tout en repoussant le dogmatisme. Elle représente un des efforts les plus intéressants dans le domaine de l'idéologie marxiste.

Au sommaire : Jacques PREVERT : Poèmes. — Ch. BETTELHEIM : La désagrégation économique de l'Europe et sa décadence. — David ROUSSET : L'Univers concentrationnaire. — Jean ROSTAND : Embryologie et évolution. — Marcel BOLL : Histoire de l'énergie subatomique. — Maurice FAURE : Idées et technique dans la musique contemporaine — Un inédit de Frédéric ENGELS : Introduction à la dialectique de la nature. — Pierre NAVILLE : M. Maulnier dépasse le marxisme. — Maurice NADEAU : Un sophiste de vieille date : J. Benda. — Gilles MARTINET : A propos de la crise française. — Roland CAILLOIS : Les philosophes et le théâtre. — Et des notes de Philosophie, d'Economie, de Littérature.

Bulletin d'abonnement ou de commande

Veuillez trouver ci-joint la somme de et m'inscrire pour un abonnement à N° de la revue « Masses » — le service de exemplaires du N° (Rayer la mention inutile)

M.
demeurant

Abonnements. — 6 N° : 80 francs ; 12 N° : 144 francs ; 24 N° : 280 francs ; de soutien : 500 francs.

Pour les correspondants qui voudraient se charger de la vente dans leur entourage, les exemplaires sont cédés à :

13 francs par 5 exemp. ; 12 francs par 10 exemp. ou par 20 exemp. ; 11 francs par 50 exemp. ; 10 francs par 100 exemp. et au-dessus.

Adresser abonnements ou commandes accompagnés de leur montant, par mandat-poste, chèque barré ou postal à J. Lefeuve, 15, rue de la Huchette, Paris (5^e). Chèques Postaux Paris 633-75.

Le Gérant : G. LEFEUVRE

Imp. du Centre, 17, rue Poissonnière, Paris